

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE



QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13655 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 22 DÉCEMBRE 1988

Prudent dégel Moscou-Tokyo

Depuis que M. Gorbatchev a entamé en 1985 son opération de séduction en Asie avec son discours de Vladivostok, le Japon est resté le pays le plus imperméable aux sirènes de la perestroïka. La visite que vient d'effectuer à Tokyo le chef de la diplomatie soviétique ne semble pas avoir permis de renverser cette tendance. Du moins aura-t-elle contribué, en relançant le dialogue à haut niveau, à amorcer un prudent dégel.

Le principal résultat concret de M. Chevardnadze avec son homologue nippon, M. Uno, et avec M. Takashita, le président du conseil, aura été l'ouverture de négociations sur un traité de paix qui mettrait officiellement fin au deuxième conflit mondial entre les deux puissants voisins. Des commissions mixtes, au niveau des vice-ministres des affaires étrangères, seront d'autre part chargées de régler l'ensemble des problèmes bilatéraux. En clair, Tokyo et Moscou se sont mis d'accord pour engager un véritable dialogue sur le litige territorial qui les oppose, même si le Japon ne nourrit guère d'illusions sur un changement de la position soviétique.

Tokyo continue en effet de réclamer la restitution des quatre îles Kouriles du Sud occupées par l'URSS en 1945. Il en fait même la condition « sine qua non » d'une véritable normalisation de relations plutôt fraîches. Les Japonais estiment que, sur ce point, la visite de M. Chevardnadze représente un pas en avant dans la mesure où c'est la première fois qu'une discussion est entamée de manière concrète sur le différend frontalier. Mais aucun progrès n'a été accompli sur le fond, et « les Soviétiques n'ont pas changé leur position d'un iota », a indiqué une source officielle. Selon le Gaimusho, le ministère japonais des affaires étrangères, « aucune des deux parties n'a fait de concessions ».

En dépit de la publication d'un communiqué commun soulignant que « les deux délégations se sont efforcées de prendre en compte les aspects historiques et politiques des positions réciproques afin d'éliminer les difficultés existant dans les relations entre les deux pays », Soviétiques et Japonais continuent de parler sur deux registres différents. Dans sa conférence de presse, M. Chevardnadze a qualifié sa visite d'« une des plus fructueuses de ces dernières années » et qui marquera un « nouveau chapitre ». Les relations nippo-soviétiques, a-t-il ajouté, ne doivent pas « rester à la traîne du courant général ».

Les Japonais ne sont pas aussi satisfaits des résultats de cette visite. Le conflit sur les « Territoires du Nord » a dominé les conversations et Tokyo, qui espérait une ouverture, a dû se contenter d'écouter l'envoyé du Kremlin répéter une position connue, même si le ton en était plus conciliant.

Alors que M. Chevardnadze s'est envolé pour son escale suivante - à Manille - avant de rendre visite à la Corée du Nord, les résultats de ces conversations au Japon paraissent bien maigres. Il faut dire que, de part et d'autre, les relations bilatérales ne sont pas prioritaires ; pour le Japon en particulier, qui apprécie bien plus ses liens avec les Etats-Unis et les pays asiatiques, la Chine en premier lieu.

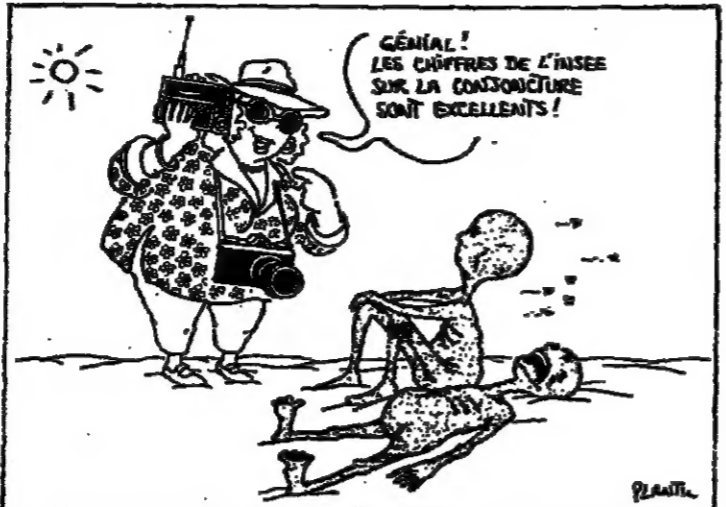
(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 1220 - 4 50 F

3790147004500 12220

Les prévisions de l'INSEE et de l'OCDE La croissance restera forte au premier semestre de 1989

Les conjoncturistes sont unanimes : dans l'ensemble des pays industriels, la vigoureuse croissance de cette année se poursuivra durant les premiers mois de 1989. En France, l'INSEE se félicite d'une forte progression des investissements et des exportations. L'OCDE s'inquiète, néanmoins, des risques de résurgence de l'inflation dans le monde. (Lire nos informations page 25.)



Le Sénat entre la somnolence et les embrouilles

Les mystères de la Chambre haute

Malaise au Sénat. Un sénateur centriste soupçonné par ses pairs de favoriser les activités professionnelles de son genre dans des opérations d'adjudication, une conspiration du silence autour des dépenses somptuaires effectuées au palais du Luxembourg, un président - Alain Pöker - en fin de règne, auquel ses propres amis reprochent de « s'accrocher » à son fauteuil, une majorité en crise... La Haute Assemblée traverse, de l'avis même de certains sénateurs, « une mauvaise période ».

Le Sénat va mal. Mais surtout il ne faut pas que cela se sache ! Ce sont les mystères de la Chambre haute. Comme si le décor avait fini par déteindre sur les acteurs. Comme si le confort reconnu de ce palais avait fini par convaincre chacun que son confort personnel imposait de ne pas faire d'histoires. Palais « bunker » qui semble toujours vivre en dehors du temps.

Loi du silence appliquée par des sénateurs qui paraissent avoir constamment peur de leur ombre

Le retour de Vladimir Titov, Moussa Manarov et Jean-Loup Chrétien

Les cosmonautes soviétiques ont passé plus d'une année dans l'espace

Le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien et ses camarades soviétiques Vladimir Titov et Moussa Manarov sont revenus sur Terre mercredi 21 décembre à 10 h 57 (heure française), soit trois heures plus tard que prévu, à 300 kilomètres au sud d'Arkalik (Kazakhstan). Les équipes

C'est à 4 h 33, heure française, que le Soyouz TM-6, dans lequel avaient pris place Jean-Loup Chrétien, Vladimir Titov et Moussa Manarov, s'est détaché de la station Mir. La mise à feu du moteur de Soyouz, pour provoquer un décrochage de l'orbite et une plongée dans l'atmosphère, était programmée pour 7 heures.

Or des contrôles ont montré que la mémoire de l'ordinateur de bord était saturée, pour une raison inconnue. Il fut donc décidé de prolonger le vol de deux orbites (environ trois heures) pour trouver la raison de cet encombrement et rétablir des conditions normales. La situation n'était en rien critique puisque les cosmonautes pouvaient, si la panne était sévère,

rejoindre la station Mir et y attendre quelques jours l'envoi d'un nouveau Soyouz. Finalement, le moteur était allumé à 10 h 08.

Successivement le module « vie » puis le moteur de Soyouz TM-6 se détachaient, ne laissant que le petit habitacle qu'occupaient les cosmonautes. Celui-ci entraînait dans l'atmosphère vers 10 h 36, et l'échauffement intense du revêtement entourait l'habitacle de flammes qui empêchaient toutes communications. Les parachutes s'ouvrirent huit minutes plus tard et le Soyouz se posait à 10 h 57.

Titov et Manarov avaient quitté la Terre le lundi 21 décembre 1987, à 12 h 18. De solstice à sol-

stice, ils auront passé quatre saisons en orbite et établissent un nouveau record de durée. Précédemment, Iouri Romanenko avait séjourné onze mois dans l'espace.

Quant à Jean-Loup Chrétien, avec 26 jours de séjour spatial, il se contente d'un plus modeste record d'Europe (Union soviétique non comprise, évidemment). Il a été promu - ainsi que ses deux compagnons de vol - commandeur de la Légion d'honneur par M. François Mitterrand, qui a adressé à l'équipage de Soyouz ses « plus chaleureuses félicitations ».

(Lire page 12 les articles de MAURICE ARVONNY, JEAN-FRANÇOIS AUGÈREAU et CATHERINE VINCENT.)

M^e Lombard inculpé pour complicité de recel
L'avocat marseillais est poursuivi dans l'affaire de la succession Canson
PAGE 10

La Croix-Rouge quitte le Liban
Une décision sans précédent
PAGE 4

L'Etat et les siens
Le mal-être des postiers
PAGE 26

L'extravagant M. Khashoggi
Les mésaventures de « l'homme le plus riche du monde »
PAGE 24

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES
■ « Les sources du classicisme » au musée Bossuet de Meaux
■ Création de fontaines à Paris et à Brest
Pages 13 à 15
Le sommaire complet se trouve en page 30

La collecte pour la grande mosquée de Casablanca

Racket d'Etat au Maroc

Bouygues a annoncé, mardi 20 décembre, qu'il avait été choisi pour la construction d'un nouvel aéroport à Agadir. Ce contrat de 850 millions de francs consolide la présence au Maroc du groupe français, déjà engagé dans la construction de la grande mosquée de Casablanca, dont le financement, par dons quasi obligatoires, a suscité un malaise dans le royaume.

CASABLANCA de notre envoyé spécial

Ira ? N'ira pas ? Jusqu'à la fin du sommet franco-africain, la semaine dernière au Maroc, on s'est demandé si M. Mitterrand visiterait l'immense chantier de la mosquée Hassan II de Casablanca, la plus grande du conti-

nent et aussi la plus chère (le Monde du 12 novembre 1987, du 21 septembre et daté 9-10 octobre). Les Marocains avaient - cru comprendre - que le président de la République souhaitait voir le futur « phare de l'islam dans la partie la plus occidentale du monde musulman », comme l'ont fait d'autres personnalités présentes au sommet. Dans la délégation française, on disait que « rien n'était prévu au programme », sans écarter l'hypothèse.

« Si le roi prend le président par le bras, il lui sera difficile de refuser », faisait-on observer. C'est que soixante-dix techniciens français encadrent les deux mille ouvriers qui travaillent jour et nuit à l'ouvrage dont l'achèvement est prévu pour le soixantième anniversaire du roi, en juillet 1989. La COFACE a donné sa

garantie à un prêt français de 130 millions de francs. Chargée de l'essentiel du gros œuvre, l'entreprise Bouygues a décroché un contrat de 350 millions. Il n'y aurait pas de grande marge bénéficiaire à espérer, mais le chantier de Casablanca a permis à l'entreprise d'obtenir le marché d'Agadir, avec un crédit de 434 millions de francs accordé par le gouvernement français à des conditions avantageuses.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.
(Lire la suite page 5.)

Immobilier
Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
PAGE 23

PANTHÈRE CALINE DE FRED

Broche Panthère or et émail : ses yeux en émeraude et diamants vous la feront aimer pour la vie.

Prix : 24 500 F.
Possibilité de financement cetelem.

FRED
6, rue Royale, Paris 8^e 42.60.30.65

La Clarté, 74, Champ-Élysées, Hôtel Ritz.
Hôtel Marignan - Espace « Galeries Lafayette » Paris.
Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Coles, Deauville.
21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loews, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F. ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 150 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

سكزا من الأصل

هكذا من الأصل

Débats

AUDIOVISUEL

La télévision publique vaisseau fantôme

par DOMINIQUE WOLTON (*)

La télévision publique peut-elle saisir la chance que lui offre le spectateur, et finalement le pouvoir politique ? Telle est la question après cinq années où la télévision privée a été investie à droite, comme à gauche, des espoirs déçus de la télévision publique.

La France qui s'est ouverte, trop tardivement, à la télévision privée l'a fait en rejetant la télévision publique, même si les deux n'avaient rien d'incompatible. Le résultat fut d'inverser l'équilibre du système audiovisuel, aujourd'hui dominé par la télévision privée. Si les déceptions créées par cette dernière redonnent une chance à la télévision publique, c'est dans un contexte modifié : personne ne demande la suppression de la télévision privée. Le vrai problème, c'est l'identité et le rôle de la télévision publique dans un espace concurrentiel.

La crise du modèle

Sa principale faiblesse après quatre années de concurrence est d'apparaître sur la défensive et sans projet. En dix ans, le rapport s'est inversé et la télévision publique n'arrive pas à remonter le courant. La norme est donnée par le privé qui bénéficie d'une sympathie naturelle, ce qu'il propose étant jugé « normal » alors que l'on trouve « normal » ce que fait la télévision publique. C'est ainsi qu'il est de bon ton, sans raison, de s'attendre pas grand chose de FR3 ni même d'Antenne 2 ! La mode est à la télévision privée et les partisans de la télévision publique s'opposent difficilement au discours ambiant, un peu dérisoire, qui ne parle que de « marketing », « ciblage », « segmentation des marchés », comme si l'idée d'une télévision publique de masse était « dépassée ». Ils n'osent même plus parler de stratégie financière ou de marketing par crainte d'être assimilés aux partisans de la télévision privée.

La télévision publique n'arrive pas à revendiquer cette « différence » dont elle parle tant et semble paralysée par un passé qui lui colle à la peau et des défauts réels mais que l'expérience récente du privé permet de relativiser. Elle n'a pas retrouvé l'initiative symbolique.

La création de la SEPT a renforcé l'idée que la télévision publique allait devenir une chaîne culturelle destinée à un public réduit ; le supplément d'âme pour élite cultivée en compensation de la dégradation de la télévision grand public. Ce glissement insens-

sible vers un rétrécissement de légitimité est grave, car la télévision publique n'est plus créditée du passé dont elle peut, à juste titre être fière : avoir su inventer une télévision de qualité pour tous publics.

La fascination à l'égard du discours moderniste conduit, et c'est peut-être le plus grave, au contresens sur la définition de la télévision de masse. Les partisans du secteur public n'arrivent pas à contrecarrer le discours de marketing dominant qui tend à « banaliser » la télévision et à en faire une activité de communication comme une autre où un bon ciblage des publics, une stratégie de programmation, une construction de l'audience permettraient de dépasser le « vieux modèle généraliste » au profit d'une multitude de programmes, plus ciblés et plus rentables.

La télévision ne devrait plus être considérée comme une activité globale, mais comme un ensemble de produits différenciés selon les goûts, les âges, les sexes. La télévision saucissonnée comme dépassement de la télévision de masse, la segmentation par hiérarchie sociale et culturelle comme preuve du progrès social et culturel !

Demeurer un médium de masse

Face à ce discours, les partisans de la télévision publique ne réussissent pas à faire comprendre la spécificité de la télévision et la limite des logiques de marketing et d'optimisation des tranches horaires. Les téléspectateurs ne sont pas des consommateurs classiques et ils sont d'autant moins « contrôlables » que la liberté d'interprétation propre à l'image réduit la prévisibilité de leurs comportements. Personne ne sait à l'avance le contexte dans lequel chacun reçoit ces images, ni surtout l'usage qu'il en fera. C'est dans ce décalage entre la diffusion d'un même message à grande échelle et les conditions toujours différentes et privées de son appropriation que réside la liberté de la télévision et son caractère émancipateur.

Il y a dans cette expérience de la complexité de l'objet télévisuel tous les éléments nécessaires pour réduire les discours du modernisme triomphant. Mais la crise de confiance que traverse la télévision publique la conduit à

oublier la force et le caractère démocratique de la télévision, à savoir, demeurer un médium de masse qui s'adresse à tous, avec une programmation la plus large possible pour des publics hétérogènes.

Les professionnels

Face à une « victoire » de la télévision privée qui vient moins de ses qualités intrinsèques que du lent affaiblissement de la télévision publique, que proposent les professionnels au public ? Ils sont divisés. Les « traditionalistes » dénoncent la trahison du pouvoir politique et le règne du profit, mais sans faire leur autocritique. Quand aux « modernistes », ils sont un peu coincés, entre un professionnalisme qu'ils revendiquent contre la logique politique, mais qui tend alors - à tort - à les faire percevoir comme les partisans de la télévision privée !

Le dynamisme futur des professionnels dépend en partie d'un examen honnête de la situation, dépassant l'idéalisation du passé. Cet examen est d'autant plus nécessaire que la télévision privée ressemble de moins en moins à la

caricature qu'en faisaient ses adversaires. Elle est capable de faire la même chose et même mieux. C'est donc - sur toute la ligne - que la télévision publique est aujourd'hui concurrencée et souvent battue. Le défi, pour elle, est la prise de conscience que plus personne n'a le monopole de la création et de la qualité et que si les deux télévisions appartiennent à des philosophies différentes, plus rien dans la réalité ni dans les choix du téléspectateur ne les distingue apparemment.

Les professionnels sont peu enclins à faire cette évaluation critique, qui les met implicitement en cause au moment où s'ouvrent pour eux de nombreuses perspectives professionnelles. Il leur faudrait beaucoup de conscience pour refuser les débouchés ouverts par la télévision privée, car ils comprennent les défauts de la télévision publique. Dans le même temps, les professionnels n'ont pas trouvé auprès des pouvoirs publics, dans ces cinq années où la télévision privée s'est installée, l'appui dont ils auraient eu besoin pour défendre la télévision publique.

Demain : Les pouvoirs et les atouts

(*) Directeur de recherches au CNRS.

ARMÉNIE

Sous les décombres, la répression

par GÉRARD CHALIAND (*)

L'EXTRAORDINAIRE mouvement de solidarité internationale qui s'est manifesté à l'occasion du séisme en Arménie est à la mesure de la catastrophe qui frappe ce pays. Celle-ci ne se mesure pas seulement en chiffres bruts, mais par rapport à celui d'une population.

Si l'on admet l'estimation de 55 000 morts, le désastre qui affecte les 3 500 000 habitants de l'Arménie équivaut proportionnellement au nombre de morts de la guerre irako-iranienne.

Mettant à profit ce traumatisme collectif, M. Gorbatchev, qui pratique la politique de la main de fer dans un gant de velours, vient de faire procéder à l'arrestation de plus de 150 membres du Comité Karabakh. Quel est leur crime ? Avoir, depuis février 1988, revendiqué, avec l'appui massif de la population arménienne, le détachement du Haut-Karabakh (peuplé de 85 % d'Arméniens) de l'Azerbaïdjan, et son éventuel rattachement à l'Arménie.

La Constitution soviétique ne permet pas de modification de cet ordre. Il est vrai qu'elle prévoyait, en revanche, le droit à la sécession, dont nul ne s'imaginait pouvoir user. Faut-il rappeler qu'au vingtième siècle, le droit à l'autodétermination est fondé sur les

aspirations d'une population ? C'est à cette conception politique que l'Aigérie doit son indépendance. La revendication des Arméniens est légitime. Quant au Comité Karabakh, il n'est pas qu'une organisation nationaliste. Dans sa proclamation du 19 août 1988, il affirme : « Seule la démocratie permet à l'individu de conserver ses droits naturels dont les principaux sont la conservation de la vie, la liberté individuelle et la poursuite du bonheur » et « qu'il entend « contribuer à l'affermissement et à l'approfondissement de la démocratie » et « garantir, par une gestion saine et l'autofinancement, l'autonomie économique de la République ».

C'est donc ce programme qui est frappé par M. Gorbatchev, dont il ne s'agit pas de minimiser l'effort de démocratisation mais d'en souligner les limites fondées sur une conception impériale. Pas plus les revendications arméniennes que celles de l'Espagne ne paraissent recevables, bien qu'elles ne réclament ni les uns ni les autres davantage que ce que l'Espagne, au lendemain du franquisme, a accordé de bon gré aux provinces qui la composent.

(*) Ecrivain.

ANNIVERSAIRE

Willy Brandt, la France, la paix

par BASILE MATHIOPOULOS

M. Willy Brandt a eu soixante-cinq ans le 18 décembre. Basile Mathiopoulos, journaliste grec qui a longtemps vécu en RFA, apporte ici son témoignage sur l'ancien chancelier.

PERSONNE ne met en doute le rôle essentiel joué en République fédérale d'Allemagne par Konrad Adenauer dans le rapprochement franco-allemand, couronné par le traité de l'Elysée de 1963, mais l'on sait moins que Willy Brandt a tout fait quand il était ministre des affaires étrangères de la grande coalition en 1966, puis comme chancelier à partir de 1969, pour donner vie à cet accord, auquel les conservateurs allemands préféraient l'alliance avec les Etats-Unis. Déjà en tant que bourgmestre de Berlin, Willy Brandt avait noué des relations confiantes avec le général de Gaulle ; il admirait dans le chef de la France libre la morale et la passion de l'homme d'Etat et son combat pour l'indépendance de l'Europe : « Son comportement à mon égard, d'une rare finesse, m'a toujours impressionné, dit-il un jour à un de ses amis. Sans doute voyait-il en moi le représentant de l'Allemagne antihitlérienne. La résistance contre le nazisme nous unissait. »

Lorsqu'il devint chancelier, Willy Brandt se retrouva à la tête d'une Allemagne qui n'avait pas encore dépassé les ressentiments

nés de la défaite de 1945. Son commentaire, le jour où il prêta serment : « Aujourd'hui, on comprend définitivement qu'Hitler a perdu la guerre ». Comme Adenauer, mais pour d'autres raisons, il n'a jamais porté les armes contre les Français et n'a même jamais été sous l'uniforme allemand. Anti-nazi de la première heure, il s'était réfugié en Norvège et avait été déchu de sa nationalité allemande. Ce qui ne l'empêcha pas de revenir à Berlin en 1936 en tant qu'étudiant « norvégien » et d'organiser pendant six mois, à la barbe de la Gestapo, des groupes de résistance contre le régime hitlérien.

Cette « désertion » pendant la guerre, comme son origine pauvre - il est le fils naturel d'une servante - lui valurent pendant des années les sarcasmes de la bonne société allemande, dont l'attitude entre 1933 et 1945 avait relevé d'un « patriotisme » conquérant. Sa politique de réconciliation avec l'Est et la reconnaissance des frontières issues de la guerre lui attirèrent aussi l'accusation de trahison. Mais l'Ostpolitik, qu'il commença à mettre en œuvre avec ses alliés libéraux, fut poursuivie par tous les gouvernements qui lui succédèrent.

Réforme plutôt que rhétorique

cent dix ans, le meilleur score jamais atteint.

Il peut paraître paradoxal de citer Pierre Laval en relation avec Willy Brandt, mais une phrase de l'ancien président du conseil de Vichy éveille à contrario la carrière du chef de la social-démocratie allemande : « Le malheur est que le peuple allemand considère trop facilement la guerre comme une chose naturelle et la paix comme un accident. » C'est cette fatalité que Willy Brandt a voulu effacer. Ce n'était sans doute pas possible pour un homme politique allemand pétri de la psychologie traditionnelle, élevé dans l'idéal de l'Obrigkeit ; ça l'était pour quelqu'un qui avait luté à contre-courant dès son plus jeune âge. « Le fait d'être conservateur, a dit un jour Willy Brandt, est tout à fait respectable dans une démocratie, mais être allemand et conservateur, c'est une catastrophe. »

La phrase est une demi-boutade, car il n'est guère d'homme politique plus tolérant que Willy Brandt. Des Allemands d'appartenance pas un mouvement socialiste défendent aussi la nouvelle démocratie allemande née après la guerre. A qui lui faisait remarquer que ses discours ressemblaient souvent à ceux de Willy Brandt, le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsäcker, répondit un jour : « Cette comparaison m'honore particulièrement. »

LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949. Rééditée en 1987 à l'occasion du cent-cinquantième d'Hermès, et gravée, si vous le désirez, à vos initiales.

HERMÈS PARFUMS

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woufs.
Rédacteur en chef : Daniel Vernez.
Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapes LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde PUBLICITE 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71 Tél. MONDPUB 286 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27 Tél. MONDPAR 850572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-61

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

Tel	FRANCE	EUROPE	SUISSE	AUTRES PAYS
3	354 F	399 F	394 F	687 F
6	672 F	762 F	772 F	1 337 F
9	994 F	1 089 F	1 084 F	1 922 F
1 an	1 200 F	1 300 F	1 000 F	2 230 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse effectués en provenance : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois
6 mois
9 mois
1 an

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Ceux qui connaissent Strasbourg en parlent.



Photo Christian Gros.

“Strasbourg est une musique qui exprime bien le monde contemporain.”

La première fois que j'ai joué à Strasbourg, c'était en 1933. Cela ne me rajeunit guère... Depuis, j'y suis revenu souvent. Par nécessité : Strasbourg est l'un des carrefours culturels où l'on passe obligatoirement. Et par plaisir : à Strasbourg, le public participe à l'acte créatif. C'est rare, donc précieux. C'est révélateur de très grandes qualités qui ne sont pas que musicales : Strasbourg est une musique qui exprime bien le monde contemporain, dans ses certitudes plus que dans ses hésitations, dans ses espérances davantage que dans ses troubles.

À Strasbourg, on ne joue pas : on s'exprime. En Alsace, on ne se donne pas en spectacle : on est condamné à l'authenticité. Sur les bords du Rhin - cette artère vitale de l'Europe réconciliée avec elle-même - on ne peut pas tricher, fusse avec soi-même : on apparaît tel qu'on est. C'est ce qui forge la force de cette région alsacienne qui fuit le superficiel, qui fuit le faux-semblant, qui repousse tout ce qui est artifice.

À Strasbourg, je retrouve - dans la cité, chez les gens, dans l'âme régionale - tout ce qui me fait vivre dans et par la musique : la gravité, la masse, la vitesse, toute cette pulsion vivante qui gouverne le monde spatial, donne corps à l'existence et sens à la vie.

J'ai beaucoup voyagé à travers le monde. Strasbourg, pour moi, a toujours été davantage qu'une étape, plus qu'une escale : Strasbourg a été - est encore - un havre, un port d'attache. D'autant plus que les Alsaciens ont, davantage que d'autres, la qualité suprême, celle que j'apprécie par-dessus tout : ils savent cultiver le véritable humour ; ils savent rire d'eux-mêmes. C'est l'élan vital, l'assurance-jeunesse. Moi, j'aime Strasbourg parce que je m'y sens bien, tout simplement. Et ce mariage d'amour date de 1933 : en Alsace, tout s'inscrit dans la durée. C'est cela le vrai miracle de la jeunesse.

Yehudi MENUHIN, Chef d'orchestre.

STRASBOURG
Capitale Européenne

L'HISTOIRE
CHEZ FA
Janin
L
note
du XV
L'his
Franco de XV
Colva et
les prophètes
fondation
sont le dos de
modernes et

La rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac

Les centristes posent problème à l'UDF et au RPR pour les élections européennes

MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac se sont rencontrés à l'Assemblée nationale, mercredi 21 décembre. Dans un communiqué ils estiment : « Le gouvernement est affaibli dans son autorité et son action car il ne dispose que d'une majorité relative ; le budget ne renforce pas les chances de la France en Europe ; le climat social est dégradé car le gouvernement socialiste fait preuve de son incapacité à assurer la continuité du service public. »

Au cours de cette rencontre élargie à des délégations de l'UDF et du RPR, la discussion a essentiellement porté sur l'état de l'opposition. M. Jacques Chirac a estimé que l'opposition n'avait pas donné une bonne image d'elle-même au cours des mois écoulés et qu'elle n'avait pas été bonne dans les débats parlementaires. Le président du RPR a alors été approuvé par M. Giscard d'Estaing. Tous deux ont demandé à M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, des explications sur le comportement de son groupe, et estimé que celui-ci n'avait pas été « clair ». Le président du groupe de l'Union du centre a demandé que l'on « ne fasse pas de procès d'intention ». Il a affirmé que lui-même et son groupe avaient été « loyaux dans l'opposition ».

Le problème de la liste de l'opposition pour les élections européennes a également été abordé. MM. Giscard d'Estaing et Jacques Chirac sont convenus qu'il fallait d'abord vérifier qu'un accord existait entre l'UDF et le RPR sur les problèmes de fond et les orientations générales. Si celui-ci est établi, alors une liste unique pourrait être constituée.

Plusieurs participants ont eu le sentiment que les centristes souhaitent retarder le plus tard possible la décision concernant une éventuelle liste autonome dont ils prendraient l'initiative. Toutefois, au cours du prochain sommet RPR-UDF du 3 février 1989, une clarification devrait être apportée pour le scrutin européen.

La veille, la « commission Gaudin-Juppé », chargée d'étudier les investitures pour les élections municipales dans les grandes villes, avait tenu une nouvelle réunion. Un certain nombre de situations n'ayant pas été réglées, une nouvelle rencontre est prévue pour le 5 janvier. Ont été notamment évoqués les cas de Metz, Lyon, Nantes, Brest, Lille, Amiens, Cannes et Aix-en-Provence. En revanche, il a été convenu que l'UDF conduirait la liste d'union de l'opposition à Alençon, à Pau, à Angers, à Angoulême, tandis que le RPR ferait de même à Saint-Lô, à Mont-de-Marsan, à Melun, à Besançon, à Rosanne et à Saint-Chamond notamment.

Apparavant, une réunion interne à l'UDF avait étudié la répartition des candidatures de liste entre le PR et le CDS.

Mardi 20 décembre à l'Hôtel de Ville de Paris, M. Jacques Chirac, s'adressant à un millier de participants à la Journée d'étude du Mouvement national des élus locaux, a mis en garde les élus de l'opposition « qui pourraient être tentés de céder au chant délectueux de certaines sirènes consensuelles », ajoutant : « Le consensus n'a pas de signification politique. Il n'est porteur que de paralysie, car il ne peut être recherché que sur la base d'un compromis. »

Les travaux du Parlement

L'Assemblée nationale a adopté le collectif budgétaire

L'Assemblée nationale a adopté, en deuxième lecture, mardi 20 décembre, le projet de loi de finance rectificative pour 1988 (collectif budgétaire). Seuls les députés socialistes ont voté pour. L'UDF, le RPR et l'UDC se sont prononcés contre, tandis que les élus communistes s'abstenaient - « une abstention critique », a précisé M^{me} Muguette Jacquaint (PC, Seine-Saint-Denis).

Après l'échec de la commission mixte paritaire (composée de sept députés et de sept sénateurs), les députés sont revenus au texte initial qu'ils avaient voté en première lecture, rejetant ainsi l'ensemble des modifications apportées par le Sénat.

Ils ont adopté deux amendements, déposés par M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur de la commission des finances, tendant à maintenir le principe de déductibilité des charges financières dans le cadre d'un rachat d'entreprise par ses salariés (RES).

Ils ont également adopté un amendement déposé par le gouvernement, autorisant les sociétés de transports en commun, autres que celles de la région parisienne, bénéficiaires de subventions d'Etat, à augmenter, si elles le jugent nécessaire, le taux de la taxe patronale versée pour le financement des transports de 1,5 à 1,75 %. Cette disposition apportera environ 700 millions de francs supplémentaires aux grandes agglomérations de province, l'Etat s'engageant de son côté à fournir un effort financier équivalent, a précisé M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget. Dans le texte initial du projet de collectif budgétaire, des hausses du « versement-

transport » avaient déjà été décidées pour la région parisienne.

M. Gilbert Gantier (UDF, Paris) et M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) sont également revenus sur l'amendement adopté en première lecture par l'Assemblée, autorisant la perception du versement-transport par le Syndicat intercommunal des transports urbains de Bourges (SIVOTU). L'adoption de cette mesure, qui avait entraîné l'abstention du groupe communiste sur le collectif budgétaire (permettant ainsi l'adoption du texte), était contestée par les députés de l'opposition, qui entendaient par le dépôt d'un amendement de suppression, revenir sur cette décision. Leur amendement a été rejeté.

Le projet de collectif budgétaire devait être soumis, mercredi 21 décembre, aux sénateurs, pour une seconde lecture, avant de revenir dans la soirée à l'Assemblée, pour être définitivement adopté.

P. R.-D.

Ultime navette avant une probable session extraordinaire

L'Assemblée nationale a examiné, mardi 20 décembre, plusieurs textes à l'issue de navettes avec le Sénat. La session pourrait être éventuellement prolongée par une courte et traditionnelle session extraordinaire de façon à permettre l'adoption des textes encore en suspens.

Procédure de vote et fonctionnement des conseils municipaux. - Sur ce texte, pourtant adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale en première lecture, la commission mixte paritaire sénateurs-députés n'est pas parvenue à se mettre d'accord. Jugant le dispositif de lutte anti-fraude électorale trop lourd à mettre en place, le Sénat avait supprimé quatre des cinq articles le concernant. Les députés sont revenus à leur texte : il a été voté à mains levées à l'unanimité (M. José Rosi (Corse du Sud, UDF), s'est ab-

stené). A la demande de M. Joxe, qui n'avait pas été suivi en première lecture, la liste des documents comportant une photographie devant être présentée avec la carte d'électeur a été supprimée. En revanche, l'établissement des listes électorales par l'électeur lui-même a été réintroduit ainsi que la limitation du vote par procuration. L'obligation de mise en place d'urnes transparentes s'imposera progressivement (1^{er} janvier 1991). Après un nouveau passage au Sénat, le projet devrait être définitivement adopté mercredi ou jeudi.

Diverses dispositions d'ordre social (DMOS). - Les députés ont adopté définitivement le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Les députés sont revenus à leur copie en repoussant les amendements sénatoriaux, notamment ceux du président du groupe RPR, M. Charles Pasqua, sur le service minimum dans le secteur public. La question de l'accueil des handicapés a de nouveau été posée. En seconde lecture, les députés avaient adopté un amendement limitant la portée du dispositif prévu en première lecture : le maintien des handicapés au-delà de vingt ans dans les établissements spécialisés se faisait pour un délai de deux ans renouvelable. Cette limitation a disparu. Toutefois, le président de la commission des affaires sociales, M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), s'est demandé si la meilleure solution était de faire « coexister » dans un même établissement « de très jeunes handicapés de huit ou neuf ans et des adultes de vingt et un ans, voire de quarante ou quarante-cinq ans ». Tout en comprenant l'inquiétude des familles, M. Belorgey a souligné que cette disposition ne cache pas l'étendue d'un problème qui est à prendre à la racine.

Élimination des déchets. - Les députés ont adopté à l'unanimité le projet de loi sur les déchets en votant le texte rédigé par le Sénat. Le nouveau dispositif renforce le projet initial du gouvernement, destiné à mieux maîtriser le contrôle des transferts frontaliers des déchets.

P. S.

Le PS prend le contrôle de l'OPAC du Val-de-Marne

M. Marc Mechain (PS) a été élu, lundi 19 décembre, président de l'OPAC du Val-de-Marne (Office public d'aménagement et de construction) au second tour par 13 voix contre 8 à M. Maurice Ouzoulias (PCF). Il succède à M. Gaston Viens (PCF, maire d'Orly), qui son propre parti avait écarté du conseil d'administration officiellement pour des divergences sur la gestion de l'office, en réalité pour avoir signé l'appel des « reconstruc-teurs », opposants à la direction du parti (Le Monde du 9 décembre).

Déjà en tête au premier tour avec 9 voix contre 8 à son concurrent

communiste, M. Mechain a bénéficié du report des voix des quatre autres administrateurs dont un UDF-PR M. René Nocoux, maire de Maisons-Alfort, et le représentant d'une amicale de locataires, M. Gaubert, par ailleurs membre du Front national. M. Ouzoulias, quant à lui, a fait le plein des voix du PCF et de ses alliés (cinq conseillers généraux communistes, un représentant de la CGT et deux de la Confédération nationale du logement).

Le nouveau président a déclaré que sa candidature avait été décidée par le PS en raison de l'éviction de M. Viens « dont nous approuvons la politique sociale ».

Il considère comme néfaste le vote d'un budget en déséquilibre en raison du refus - comme le souhaite le PCF - de toute hausse des loyers et il proposera pour 1989 une augmentation de 2,1 % contre 3 % cette année.

FRANCIS GOUGE.

Au conseil régional d'Ile-de-France

Une coalition du PS, du PC et du FN repousse les orientations budgétaires

Premier grain de sable pour M. Pierre-Charles Krieg (RPR), qui a remplacé M. Michel Giraud à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France le 11 octobre. Le 20 décembre, les orientations budgétaires pour 1989, qu'il présentait en compagnie de M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), premier vice-président, ont été repoussées par une coalition hétéroclite regroupant le PS (65 membres), le PC (20) et le Front national (20). L'UDF, le RPR et les non-inscrits (au total 92 élus) ont donc été mis en minorité. La session budgétaire proprement dite est fixée aux 24 et 25 janvier.

Les grandes lignes du budget pour l'an prochain, telles qu'elles ont été présentées par M. Fourcade, font apparaître des dépenses en crédits de paiement de 7,6 milliards de francs, en hausse de 16 % par rapport à cette année. Mais ce sont les autorisations de programme, donc les engagements d'investissements, qui font le bond le plus spectaculaire (+ 35 %) à la fois pour exécuter les travaux de rénovation de lycées, continuer le programme très coûteux de routes et tenir compte des engagements du contrat de plan (18 milliards sur cinq ans entre l'Etat et la région).

M. Fourcade a, d'autre part, indiqué que, dans un souci de bonne gestion de la dette, la région emprunterait moins l'an prochain (748 millions) qu'en 1988 (948 millions).

Pour financer son budget, dans lequel la part consacrée aux investissements par rapport aux dépenses de fonctionnement est en accroissement sur l'an dernier, l'exécutif régional envisage qu'une très légère augmentation de la pression fiscale par un impôt indirect. Le taux de la taxe régionale additionnelle aux droits d'enregistrement (TRADE) passera de 1,15 % à 1,25 % et rapportera quelque 430 millions de francs supplémentaires, à cause de la bonne conjoncture immobilière. De même, le relèvement de la redevance sur les bureaux en Ile-de-France, voté il y a quelques jours par le Parlement, apportera à la trésorerie régionale 520 millions de francs, soit, 160 % de plus que ce qui était prévu dans le budget de 1988.

La dextérité financière de M. Fourcade a enthousiasmé, comme on s'y attendait, le RPR et l'UDF. Les gaullistes ont noté « le formidable bond en avant que traduisent ces orientations ». Mais l'ancien ministre des finances de M. Giscard d'Estaing est beau déclarer aux élus de gauche et

d'extrême-droite qu'il ne servait à rien de « prévoir un budget régional plus élevé si les services de l'Etat, notamment l'équipement et le rectorat, n'étaient pas disposés à faire avancer les dossiers » et qu'il valait mieux « se réserver des potentialités de fiscalité supplémentaires pour 1990, quand on y verrait plus clair sur les choix de l'Etat », il se beurta à leur hostilité.

Une période d'instabilité

Les socialistes dénoncent « la timidité fiscale du projet de budget, le saupoudrage des actions et le refus de l'Ile-de-France de participer, à côté de l'Etat, au financement des universités ». Qu'ont-ils dit, a demandé M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste, pour inciter à la coopération entre les communes et pour agir sur les disparités fiscales qui sont l'une des principales injustices de notre région ?

Le PC, pour sa part, concentra ses critiques sur le logement et l'éducation, en réclamant notamment une politique plus ambitieuse vis-à-vis des lycées techniques et professionnels. Quant au Front national, qui pourtant aurait dû être séduit par la très faible pression fiscale qu'implique le budget, il affirma, par la voix de MM. Jean-Yves Le Gallou et Gilbert Cottinet : « Ces orientations sont à la fois inflationnistes et déséquilibrées, donc mauvaises. Les transports sont pénalisés par rapport aux lycées. » Et l'extrême droite de demander aux communes de participer financièrement à l'effort de construction ou de rénovation des établissements d'enseignement.

S'ouvre donc, jusqu'à fin janvier, une nouvelle période d'instabilité politique pour l'Ile-de-France. Une période pendant laquelle les élus de la région, réputée la plus riche de France, pourront méditer sur quelques comparaisons :

- la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement est, dans toutes les régions, à son taux plafond (1,65 %) et en Ile-de-France seulement à 1,25 % ;

- les transferts de recettes que verse l'Etat à l'Ile-de-France entrent pour 35 % de ses ressources totales et seulement pour 25 % en Limousin, l'une des régions les moins fortunées ;

- pour une moyenne nationale de 1, la pression fiscale est en Ile-de-France de 0,63 et en Picardie de 1,7 ;

- enfin, quand l'automobiliste d'Ile-de-France paie 50 F pour sa carte grise, le Breton ou le Lorrain acquitte 100 F.

FRANÇOIS GROSCHARD.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Janine Garrisson

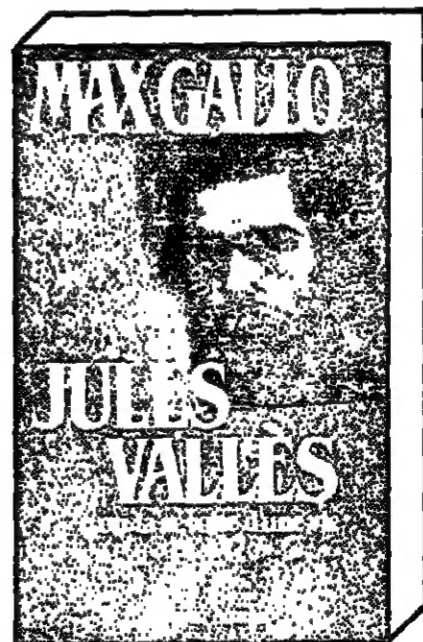
Les Protestants au XVI^e siècle

Deux millions de protestants à la mort de Calvin, un peu plus d'un million sous Henry IV. L'histoire des réformés dans la France du XVI^e siècle est, d'une certaine façon, un échec. Et pourtant Calvin et ses héritiers spirituels ont été des prophètes : l'éducation protestante familiale et scolaire modèla résolument le dos au Moyen Age et dont les valeurs se révèlent, aujourd'hui encore, modernes et efficaces.

420 p. 130 F.

JULES VALLÈS

ou la révolte d'une vie



Un tel plaisir de lecture ...

Angelo Rinaldi / L'EXPRESS

Entraînant ... Nous sommes saisis, frappés, coïncés, et il nous faut recourir contre nous-mêmes à coup de force pour interrompre l'envoûtement.

Henri Guillemin / LE MONDE

ROBERT LAFFONT

des livres ouverts sur la vie

هكذا من الأصل

Société
organismes
ciétés privées



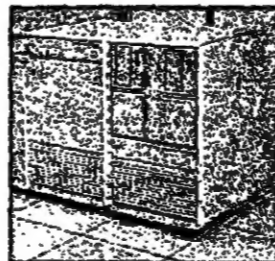
Le Bull DPS 7000 remporte le trophée de la haute technologie 1988.

**GRACE
A L'ESPRIT D'EQUIPE,
UN ARBRE
REMPORTE LE COCOTIER.**

L'Esprit d'Equipe pour Bull, ce n'est pas une idée en l'air. Car associer plus de 1000 chercheurs, ingénieurs et techniciens sur un projet pendant 4 ans nécessite une cohésion autour d'objectifs communs et une détermination à toute épreuve.

Et si aujourd'hui l'équipe qui a mis au point le Bull DPS 7000 reçoit le "Trophée Albert Costa de Beauregard de la Haute

Technologie 1988" (*), ce n'est pas par hasard. Il faut y voir le succès de toute une entreprise fermement décidée à se battre sur la qualité de ses produits, pour faire gagner ses clients dans le monde entier.



Au sein de l'entreprise, comme dans une course au large, ou dans l'ascension d'un sommet de 8000 mètres, l'Esprit d'Equipe c'est avant tout une volonté quotidienne qui permet d'être sans cesse plus compétitif.

Avec ce trophée, c'est un certain état d'esprit qui est récompensé : celui d'une équipe.

(*)Concours organisé par Le Figaro et KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdeler).



هكذا من الأصل

roit. Or
nait : le
mo-
pec-
eurs
: de
rme
néc
s et
sys-
cité
en
grit-
ion.
son
aux
des
fait
né-
ges-

avec
in-
pec-
ion
par
un
eurs
: six
rant
l'ui
ins-
lers,
nts,
: de
: six
qui
neu-
peur
ions
: la
ne
r le
mu-
re le
né-
ds
non
ient

pro-
sue
l're-
inal
pec-
on-
tion
épo-
aux
non
acc-
de
oces
eux
t de



Le Bull DPS 7000 remporte le trophée de la Haute Technologie 1988

UN ARBRE QUE TOUT LE MONDE S'ARRACHE.

Déjà plébiscitée par les utilisateurs aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la ligne de produits Bull DPS 7 remporte un nouveau succès avec l'ordinateur Bull DPS 7000.
Si le Trophée de la Haute Technologie 1988 (*) récompense le

Bull DPS 7000, c'est non seulement pour sa valeur technologique de pointe, mais également pour son succès commercial. C'est le seul ordinateur européen de moyenne/grande puissance vendu avec succès aux Etats-Unis dès son lancement. Intégralement réalisée à Angers, plus de la moitié de la production est exportée.

Si Bull est fier de cette réussite, c'est aussi parce que le Bull DPS 7000 symbolise le succès d'une stratégie qui anticipe les besoins du marché, afin qu'aujourd'hui et demain, Bull et ses clients, forment une équipe qui gagne.

(*) Concours organisé par Le Figaro et KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdeler).



roit. Or
maît
le
mo-
pe-
eurs
de
rme
s et
sité
en
arti-
jon.
son
aux
des
fait
né-
ges-

avec
tate-
pec-
tion
par
un
eurs
six
rant
bul
ins-
lers,
nts,
de
six
qui
nu
pe-
our
ions
la
ne
tr le
mo-
re le
né-
des
mon
ient

pro-
sue
itre,
ainsi
pe-
ont
tion
épo-
aux
non
né-
de
nos
eux
t de

هكذا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Au musée Bossuet de Meaux : « Aux sources du classicisme »

Les droits de l'amateur

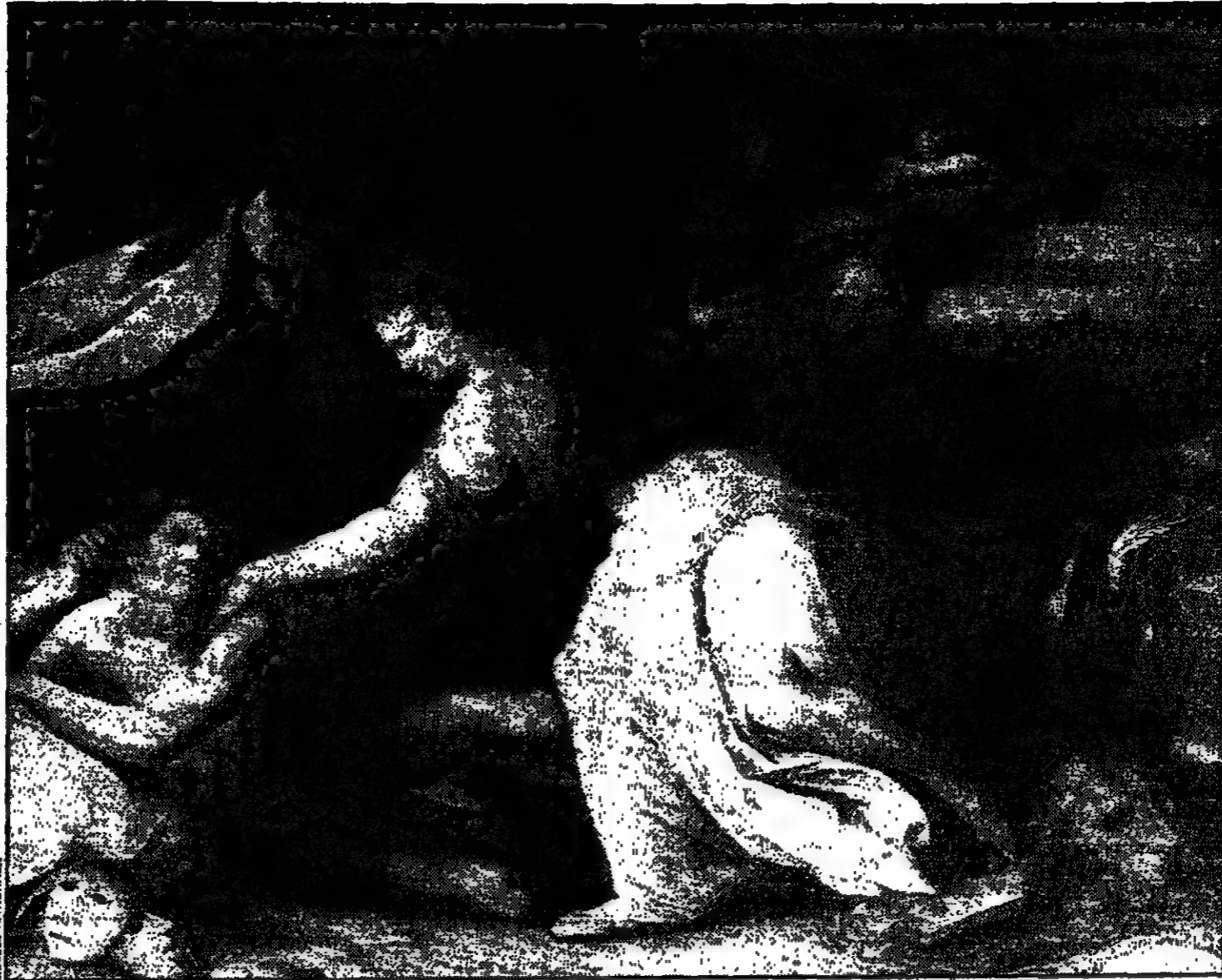
Jean-Pierre Changeux, biologiste, professeur au Collège de France, mais aussi collectionneur, vient de faire don d'une dizaine de toiles, au musée de Meaux. En signe de reconnaissance, la ville lui a demandé d'organiser une exposition à sa convenance. Une savoureuse expérience.

DANS les meilleures expositions, on ne s'amuse pas toujours. Les chefs-d'œuvre sont un peu trop attendus et les problèmes d'ensemble oubliés dans la jouissance du détail. On pourrait concevoir une exposition qui serait, au contraire, faite d'imprévus, de choix, une quête personnelle sur une question inhabituelle. Or, cette exposition existe. Elle se trouve à Meaux, dans l'hôtel Bossuet, sur le flanc de la cathédrale. Sa moindre singularité n'est pas qu'elle ait pu se faire, et au surplus sous la responsabilité d'un grand biologiste amateur de peinture. Jean-Pierre et Annie Changeux ont fait don au musée Bossuet de dix tableaux français des dix-septième et dix-huitième siècles. En signe de reconnaissance, la ville a concédé au savant la faveur d'organiser à sa convenance une exposition. On a rarement vu cela.

Dans sa préface, J.-P. Changeux se paie le luxe de nous exposer ce qu'on peut savoir des réactions du cerveau à la peinture, en particulier à celle de l'âge classique et plus précisément à celle qui a été produite en France entre le grand épisode de Fontainebleau et l'arrivée de Simon Vouet, de Poussin. Un long moment souvent désigné un peu vite comme vide. On nous propose de le meubler, de l'illustrer avec des ouvrages peu connus.

Premier temps. Le musée du Louvre, très favorable, naturellement, à l'entreprise, a envoyé ses charmants *Nicolas Dell'Abate*, dont la *Continence de Scipion* aux silhouettes toutes diaphanes; mais l'idée était de souligner que cet art souple a survécu dans l'œuvre de Toussaint Dubreuil avec ses grandes nudités, d'Ambroise Dubois, l'illustrateur romanesque, de Frémont - dont l'*Adoration des bergers* (Gap), aux voiles d'anges vertigineux, est une belle découverte. Les deux premiers venaient de Flandre, le troisième a fait ses classes en Italie; mais justement, on nous invite à considérer qu'il y avait du temps d'Henri IV un mouvement assez ample, assez frais, distinct des écoles. Il faut reconnaître à l'anonyme qui a peint le *Roland furieux* arrachant les arbres (musée Bargois de Clermont-Ferrand) un solide tempérament: il s'agit d'un cycle épique peint vers 1625 pour le château de Verneuil d'Effiat. Et il y en aurait d'autres.

En montant les rampes en briques sans degrés qui permettaient



Toussaint Dubreuil : Cybèle éveillant Morphée.

à la mule de monseigneur de grimper à l'échelle, et en accédant aux belles salles claires du musée, le visiteur se sent déjà plus disponible. La grande *Cène de Pourbus*, qu'on ne voit jamais au Louvre, et qui a été discutée dans tant de textes anciens, est une réussite grâce à la tenture sombre sur laquelle se détachent les mimiques sérieuses des apôtres: Quentin-Varin, dont les pannesaux des *Andeys* sont tout de même un peu chargés, s'en tire bien avec la perspective grise de ses *Noces de Cana* (au musée de Rennes); en somme, il bougeait plus qu'on ne croit. Mais, il ne s'agit pas ici d'un « salon des refusés » ou des incompris de l'histoire. Ce serait trop simple. Deux épisodes de grande classe suivent.

Le singulier Bellange

Jacques Bellange est un artiste qui intrigue et sur qui tout n'est pas dit. Un Lorrain à cheval sur les deux siècles (mort en 1616). Un graveur d'eaux-fortes, bizarres et touffues. *Adoration des mages*, *Portement de croix*, *Diane et Actéon*, qu'on n'oublie pas à cause des tuniques très collantes, des tignasses bouclées tombant sur les yeux, des silhouettes fondantes. C'était un

peintre: il a décoré le château ducal de Nancy; ses portraits avaient grand succès.

Les *Stigmates de saint François* (musée de Nancy), œuvre de jeunesse, présente à l'exposition, est un tableau de dévotion de type italien assez banal dont l'attribution tient au dessin « mensuraliste » des anges.

Mais voici la surprise, le clou de l'exposition: la *Lamentation sur le Christ mort* venue de l'Ermitage. Une revue avait créé la surprise il y a vingt ans en publiant ce tableau (1) noyé dans le clair-obscur: une torche brandie en bas, à gauche fait jaillir des ténèbres le corps plié de supplicé, la Madone au visage révoilé et six ou sept masques; un buste de prélat en camail vert-rouge est placé sur l'ensemble, à droite; partent des filets de lumière ourlant les formes, des reflets bleus ou rouges dans les nappes d'ombre. Un dessin conservé à Dijon prouve combien tout cela a été calculé et permet d'identifier, de part et d'autre de la Madone, la Madeleine dotée d'un grand chapeau et la tête juvénile de saint Jean, les yeux au ciel. Il est difficile de se soustraire à la fascination de cette étrange mise en scène. On pense aussitôt à Georges de La Tour, compatriote de Bellange, moins nerveux, moins tendu, certes,

mais, lui aussi, jouant si bien des éclairages obliques. Voilà un jalon pour ce qui va se passer dix, quinze ans plus tard avec le maître des « nocturnes », qu'admirait Louis XIII.

Est-ce là qu'on voudrait en venir? Pas tout à fait. Trois tableaux inédits, accrochés non loin de Bellange, invitent à mieux chercher: une *Madeleine à la lampe*, bien différente des calmes saintes de La Tour (Musée Lorrain, Nancy); dans son visage rond éclairé par en dessous, elle roule des yeux terribles. *L'Extase de la Madeleine au crucifix* (coll. part.) détaille avec un fini un peu gênant de somptueuses boucles blondes roulant sur la belle poitrine nue de la sainte à demi étendue devant des frondaisons. Il y a des précédents de cette pose dans l'Italie contemporaine. Mais, que faire de la *Judith* (Dole), où la bougie de la servante révèle, toujours en éclairant de bas en haut, l'héroïne en train de dégrafer sa robe de prix: la poitrine nue émerge, blanche et polie; le visage est calme, le diadème est sur la table.

Cette malice érotique, nous savons d'où elle vient. Des peintres de la cour de Rodolphe II, les auteurs des allégories les plus provocantes qui soient. Si la *Judith* est de Bellange, il a sûre-

ment été en contact avec les maîtres de Prague. Le Lorrain ne faisait-elle pas partie du Saint-Empire? L'histoire se met en place.

Autre type de problèmes, avec Georges Lallemant, lui aussi Lorrain, installé à Paris en 1601, dont on nous offre une grande *Adoration des mages* (Lille). Deux styles s'y mêlent: celui de la Madone en tunique rouge et manteau bleu, figure noble et calme, et le clinquant pittoresque des Rois mages, le plus grand bleu et rouge aussi, mais avec un parement d'hermine. Dans la suite des tableaux qui lui restent, si l'on peut dire, une figure, le dosage de l'éclectisme se modifie. Dans une grande toile, *Jésus au Temple* (à Senlis), autre ouvrage oublié, l'adolescent divin en bleu et rouge, bien au centre, sur un fond gris d'architecture, a déjà plaisir à Philippe de Champaigne, car on est déjà dans les années 30. Le changement de manière, le glissement est évident. Pour les curieux de ce peintre sérieux, on trouve ici six épisodes bibliques: Moïse, Melchisédech, de l'église des Blancs-Manteaux à Paris, que personne ne regarde. Comment tournait-on ces épisodes? La comparaison avec les cartons en camaïeu du Louvre, bien anté-

rieurs, où Frémont se posait le même problème, est intéressante à faire. Le choix de ces soixante toiles a été fait de telle sorte qu'elles se répondent, dialoguent les unes avec les autres.

La dernière étape est très brillante. On pourrait l'intituler: connaissez-vous le mage noir si piquant du Vignon de Saint-Gervais, l'éblouissante *Sainte Foa* de Rouen? Sa palette est encore trop scintillante pour ce qui se prépare. Une peinture douce et fine, rigoureuse dans l'ordre des figures, avec des transparences et des blancs délicats, est évoquée ici, comme une des fortes composantes françaises, à l'aide d'œuvres dont il faut bien reconnaître qu'on ne les a guère vues jusqu'ici. Les *Saintes Femmes au tombeau* de Simon Vouet, l'une des pièces les plus rares de l'exposition et des plus convaincantes par le frémissement des draps, vient de l'église de Davron (Yvelines); le *Bacchus et Ariane des Le Nain* (lequel des trois? autre question à suivre) est la gloire du musée d'Orléans depuis 1970; *La Tulle* de Laurent La Hyre, sémblable variation sur le su longiline à la manière bellifontaine, corcée par la petite énigme d'un emblème, vient d'entrer par voie de donation dans les musées nationaux.

Les accents de Fontainebleau

On est invité à apprécier une peinture finie, douce - même dans les thèmes agités: *Bacchante*, - claire et de rythme simple, qui a eu son moment heureux. Ces deux tableaux, plus conventionnels (à cause du fond italien) de Blanchard surprennent moins que la mythologie un peu désinvolte de Lubin Baugin (Troyes) et sa *Pétra liase*, un peu décolorée, aussi éloignée qu'on peut l'imaginer de celle de Bellange.

De même, le charme céleste du *Créateur* (Rouen) mêle l'éclat d'une couleur légère à la solidité des formes; tout est fluide dans la *Polyphlie* de Le Sueur (Le Mans). En terminant sur deux petits tableaux de jeunesse de Poussin (à l'École des beaux-arts de Paris et à Ajaccio), en pierre état, mais empreints d'une sorte de radiation chaleureuse, on vous demande de comprendre qu'il subsistait des accents, des souvenirs du lointain art de Fontainebleau, à ce moment où la peinture française n'était certes pas la plus brillante de l'Occident, mais où l'amateur éclairé et judicieux trouve son compte.

ANDRÉ CHASTEL

* De *Nicolas Dell'Abate à Nicolas Poussin: Aux sources du classicisme 1550-1650*, avant-propos par F. Rosenberg, J.-P. Changeux et D. Cordellier, 60 tableaux présentés par J.-P. Changeux et Blanche Grinbaum, avec quinze collaborateurs pour les notices. Ancien palais épiscopal de Meaux (jusqu'au 28 février 1988).

(1) L.V. Limik, dans *Revue de l'art* n° 20 (1973).

ÉLYSÉES LINCOLN - REFLETS MÉDICIS LOGOS - PARNASSIEN - 14 JUILLET BASTILLE - CINÉ BEAUBOURG-LES HALLES - L'ESCURIAL

après "LE ROI ET L'OISEAU"

LA TABLE TOURNANTE

le nouveau film de PAUL GRIMAUT



هكذا من الأصل

FONTAINES

Le Canyoneaustrate de Gérard Singer à Bercy



Le Canyoneaustrate, de Gérard Singer, a été réalisé entre 1986 et 1988, sur commande de la Ville de Paris, moyennant le cofinancement d'entreprises privées et de banques. Mais le projet remonte à 1982, lorsque les architectes Andraut et Parat ont pris contact avec des artistes afin qu'ils interviennent dans l'aménagement des abords du Palais omnisports de Bercy.

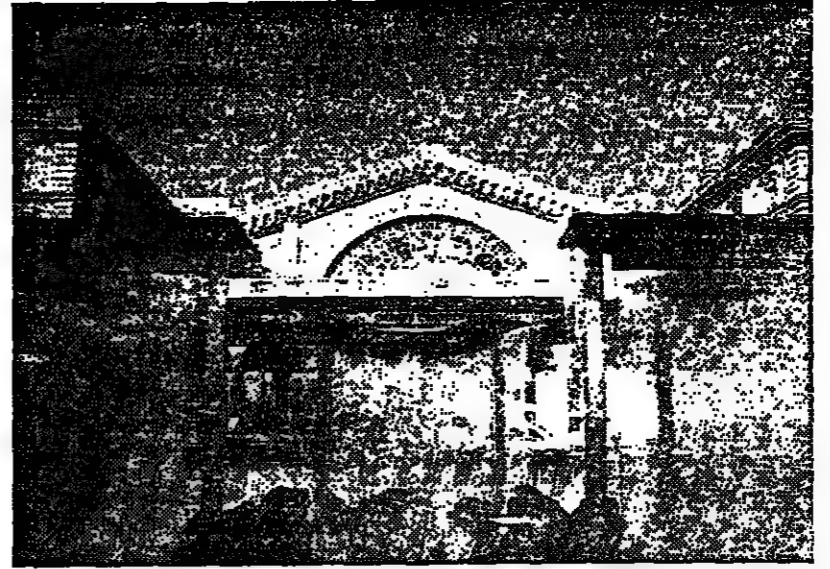
Si l'œuvre est conforme à l'esthétique de Gérard Singer, qui, depuis plus de vingt ans, réalise des environnements de rochers en béton (naguère colorés en bleu), l'artiste a adopté un parti particulièrement intéressant, propre à « nature » le site sans rien mettre au-dessus du niveau du sol. Son bassin-miroir, carré de 40 mètres de côté, effondré dans un

coin, lui-même contradictoire, est en opposition avec l'architecture-forteresse du palais omnisports, dans l'axe est duquel il est situé, et auquel pourtant il ne se mesure pas. L'eau qui reflète le ciel (et reflétera plus tard les arbres du mail qui dissimuleront avantageusement l'hôtel voisin) s'écoule dans un mini Colorado de 5 mètres de profondeur formant cascades et chutes. Au gré des strates de béton dont le dessin a été calculé au ordinateur, et dont la réalisation a été effectuée à partir de moules en polystyrène découpés à la flamme.

Pour créer des images d'ordre naturel et de dessins de nature vierge. Meilleur point de vue : depuis les marches du Palais omnisports.

G. Br.

Aqua candida de Michèle Blondel à la gare de l'Est



CETTE fois, il s'agit d'une commande de l'Etat. Qui a eu du mal à voir le jour : quatre ans, avec complications administratives, entre le ministère de la culture, le SNCF, puisque la fontaine est située gare de l'Est, et la RATP puisque la fontaine se trouve au-dessus d'une station de métro. Sans compter les difficultés techniques, Michèle Blondel ayant un goût tout particulier pour les petits détails et les matériaux rudes. Qu'il s'agisse des blocs de cristal bleu, tout spécialement sortis des fours des usines de Baccarat, qui reposent en cercle dans le bassin triangulaire de marbre blanc, ou des rideaux d'eau tenus par des pans de verre bordés de plomb. Le tout forme un ne sait trop quel édifice,

ramassé (le triangle de marbre mesure 11 mètres de côté), transparent, surprenant par le traitement de l'eau dans tous ses états, en rubans, en gouttes, en buses, en vapeurs, en brouillards et en hautes. Un monument à la fois présent et absent, doux et tranchant, et pervers qui, finalement, tendrait plus du confessionnal que de l'abribus. Autour duquel on peut, de par son orientation et sa situation de triangle pointé vers les rails, l'Est, et les champs de bataille, briser toute construction mentale, liée à notre histoire, mais aussi s'embarquer dans une histoire de chemin de dame toute personnelle.

G. Br.

sources

mortes, les mégots, les papiers, les algues, qui bouchent les canalisations : bref, des problèmes d'entretien.

Et puis il faut recourir à des techniciens spécialisés, pour que cela puisse fonctionner. Tout cela doit être prévu, et coûte un peu cher. Mais peut-être pas tellement plus parfois qu'un parterre de bégonias.

L'artiste n'est évidemment pas apte à régler seul l'ensemble de ces problèmes techniques, et sa sculpture-fontaine est un chantier sur lequel se retrouvent diverses entreprises. Pour peu qu'il soit exigeant, on peut prévoir des difficultés de réalisation, des retards, des surcoûts, et quantité de pépins en cas de changements de commanditaire, comme toute commande publique d'ailleurs.

Il va sans dire que les trois œuvres récemment réalisées à Paris ont chacune en droit à leur lot de problèmes au niveau de la réalisation, mais elles sont là, fort intéressantes, très différentes, qui s'inscrivent très justement dans des sites déjà construits, en proposant leurs images d'eau physiques et mentales, des images de retour aux sources, ce qui manque le plus en ville.

GENEVIÈVE BRIERETTE.

Les « lacs » de Marta Pan à Brest



EN dépit de son nom, la rue de Siam à Brest ne donne guère à rêver. Elle est froide, droite, ventée et bordée d'immeubles qui comptent parmi ce que la reconstruction d'après-1945 a suscité de plus vilain et de plus triste. Pas la moindre imagination lib-désolée, pas le moindre souci d'élegance ni de variété. En haut : la mer, sur une place qui est moins une place qu'un trop grand carrefour, avec quelques arbres pour cache-misère. En bas : un espace difforme, artille d'abri-bus adossés à une station-service, vide en forme d'entonnir si généralement ouvert au-dessus du port militaire et de la vallée de la Penfeld, que le vent entre dans la rue sans opposition et peut y jouer tout à son aise. L'étonnant n'est donc pas que la Communauté urbaine brestoise, qui procède depuis quelque temps à l'aménagement de la cité et fait appel à des artistes, ait songé à améliorer les lieux, mais qu'elle n'y ait songé qu'en 1986.

Comme il était hors de question de modifier en profondeur le quartier, de changer l'axe de la voie ou de reconstruire des places dignes de ce nom, il a été décidé de « réhabiliter » la rue aussi adroitement que possible. Terrible exercice : Marta Pan, qui en a été

chargée, a dû concevoir un projet de 1 kilomètre de long, qui passe à la fois embellir la perspective et remédier à l'aberration d'un plan indifférent à la météorologie. Marta Pan, dont l'œuvre est de sculptures et de travaux sur les matériaux, le bois, la pierre et le métal, s'est donc faite urbaniste.

Elle a suggéré d'assurer l'unité du parcours grâce à une rivière — symboliquement ? — au pied de l'hôtel de ville, ce torrent artificiel descendrait jusqu'au port par une série de réurgences, de cascades, de méandres et de fontaines. Son cours s'achèverait par une chute aménagée le long de la falaise de la Penfeld, où une passerelle permettrait d'admirer le spectacle au promeneur peu soucieux des embruns. Tantôt à l'air libre, tantôt souterraine, cette fausse rivière apporterait quelque pittoresque à la monotone rue de Siam.

L'idée est ingénieuse, et aussi périlleuse qu'ingénieuse. Il faut varier sans cesse les effets d'eau — la faire couler, sourdre, tomber et glisser sans se répéter. Et adjoindre à ce dispositif des éléments architecturaux qui brisent autant que possible les terribles courants d'air. Marta Pan a songé à une pyramide à degré, à un pas-

sage souterrain et à des éléments sculpturaux verticaux qui joueraient, par leur forme et leur nombre, le rôle de coupe-vent. Sur les plans, tout cela est prometteur, et l'on reconnaît sans peine les formes favorites de l'artiste, réparties le long du « parcours d'eau ».

De l'ensemble du projet, dont la Communauté urbaine a d'ores et déjà accepté les lignes directrices, on n'a encore construit que la partie centrale, un groupe de sept fontaines placées dans des « lacs » ronds répartis sur une distance d'une centaine de mètres. La géométrie règne en maître : ce sont des cônes et des cylindres de hauteur et de diamètre variés, tous de granit noir, sur lequel l'eau glisse jusqu'aux « lacs ». L'ensemble, en dépit du mouvement qui l'anime, impose essentiellement son caractère et sa monumentalité digne. Point de jeux d'eau, de jets et de remous baroques : des formes épurées, lisses et régulières, souvenir du Bauhaus révisé par le minimalisme. L'art de la fontaine est ici traité dans une tradition claire, ennemie de toute licence décorative. Ces stèles, que Marta Pan s'est gardée de disposer en ligne, créent un espace en zigzag qui contraste heureusement la perspective rectiligne de la rue.

Pour l'heure cependant, isolées, privées du système complet dont elles ne sont, en principe, qu'un fragment, et non le plus spectaculaire ou le plus complexe, elles doivent se défendre contre toutes sortes d'hostilités. Il y a eu celle des commerçants riverains, inquiets de voir « leur » rue devenir piétonnière. Ils se seraient, dit-on, largement convertis depuis l'inauguration des fontaines. Il y a celle du fleu lui-même, dont l'embellissement tendrait du prodige, tant les façades manquent de grâce.

Il pourrait y avoir enfin celle qui naîtrait d'une rivalité politique. Le projet étant celui de la Communauté urbaine, et non celui de la municipalité — laquelle, à Brest, a connu des malheurs publics, — certains, parmi les défenseurs de l'opération, redoutent que les prochaines élections ne donnent l'occasion de la remettre en cause. Ils s'inquiètent d'une certaine réticence de la mairie à accorder, par exemple, les crédits d'entretien du système hydraulique. On ne peut croire pourtant qu'une telle mésaventure soit possible, car il serait navrant que l'on empêche d'aller à son terme la métamorphose de la triste rue de Siam.

PHILIPPE DAGEN.

TROMPE-L'ŒIL
Faux-marbre - Faux Bois
Trumeaux
TOUS PERSONNAGES
par artiste-peintre Beaux-Arts
Ecrire à Véro Pic qui répondra
10, rue Saint-Marc, 75002 Paris

GALERIE GUIOT
18, av. Matignon - Paris 8^e
42 66 65 84
ADDARI
Jusqu'au 5 janvier

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain - Paris (7^e). - Tél. : 42-22-77-57
AGAM

GALERIE JEANNE BUCHER
53, rue de Seine 75006-Paris (1) 43 26 22 52
AMADO
sculpture

KAREL APPEL
RÉTROSPECTIVE 1937-1988
Peintures, Sculptures, Gouaches
PARIS ART CENTER
36, rue Falguière - 75015 Paris
Tél. : (1) 49.22.39.47
Du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

THEATRE DE LA BASTILLE 43 57 42 14
En face
ou la chanson perdue
de Michèle Guigon
Mise en scène Anne Arigau, Michèle Guigon
du 9 au 31 décembre à 19h30 dim. 18h
relâche lundi et 24-25 décembre
Alpha Fnac

(Publicité)
AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES D'ARTISTES
La SEMATEG est chargée par le département de Tarn et Garonne de réaliser une gendarmerie à Valence d'Agen. Dans le cadre de cette réalisation, un plan global d'aménagement a été établi, prenant en compte les abords de ce bâtiment et notamment la place Frédéric-Mistral.
La SEMATEG lance un appel de candidatures afin de sélectionner les ARTISTES qui seront appelés à participer à un concours en vue de la réalisation d'une œuvre d'art destinée à être implantée sur cette place.
Domaines d'intervention : sculpture.
Les dossiers de candidature présentant les références (projets ou réalisations) devront parvenir avant le 15 janvier 1989 à 17 heures à l'adresse suivante :
SEMATEG 15 FREDERIC DE LA SEMATEG, 26, rue de la Banque - BP 227, 82002 MONTAUBAN cedex.
Des renseignements peuvent être fournis au (16) 43-20-20-44.

DERNIÈRES
THEATRE DE LA BASTILLE 43 57 42 14 29 novembre au 31 décembre
Par les villages
de Peter Handke mise en scène Jean-Claude Fall

هكذا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h. et jours fériés de 10 h à 18 h.

VIVA DI ROSA. Musée des Enfants. Entrée: 15 F. Jusqu'au 31 décembre. ALICE SPRINGS. Portraits récents. Entrée: 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni. MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.

Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Leprieux (46-42-13-13). Mar., jeu., ven. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 20 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-40-40-14). T.l.j. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, et jours fériés de 10 h à 18 h.

Palais du Louvre

Entrée gratuite sur la quasi totalité des collections. T.l.j. de 9 h à 17 h. PEINTRES REMBRANDESIENS AU LOUVRE.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h.

CRÉATEURS DE MODE. CRÉATEURS D'IMAGES. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14).

LES GRANDES BAINÈUSES DE PICASSO. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-48-16).

LES ANNEES U.L.M. L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14).

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVOLUTION. Histoire dans les collections du Musée national des Techniques.

CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54).

LES CITES OUBLIÉES ET LEUR QUARTIER. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-89-64-91).

LE SYMBOLISME DANS LES COLLECTIONS DU PETIT PALAIS. Musée de Peinture, av. Winston Churchill (42-65-12-73).

LES TEMPS DE LA VILLE. Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Leprieux (42-78-70-00).

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des Arts et traditions populaires, 6, av. de Quincampoix (48-04-94-84).

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD QUÉBÉCOIS. Musée de l'Homme, 31, rue de Valenciennes (42-77-16-77).

ART ET MYTHOLOGIE. Figures théologiques. Fondation Dapper, 50, av. de la République (42-71-52-20).

BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA. Pavillon des Arts, 101, rue de la Harpe (42-71-52-20).

JOUETS. Aimés par N. Aki, Boule, Ghez, Gouber, L. Müller et Peyre. Galerie Caroline Corre, 14, rue Grégoire (43-54-97-67).

CAMILLE CLAUDEL 1864 - 1943. Sculptures. Galerie Odeum-Cezanne, 83 bis, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte (42-66-92-58).

DALL. Sculptures. Galerie Patricia Triguera, 16 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01).

DIX ANS DE LA GALERIE ERVAL. Galerie Erval, 15, rue de Valenciennes (42-77-16-77).

RAYMOND HAINS. Galerie Raymond Hains, 56, rue de Valenciennes (42-77-16-77).

ALEXANDRE HOLLAN. Galerie Naam Steen, 26, rue de Châteauneuf (48-04-78-64).

ROBIN WINTERS. Galerie Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71).

LEO ZOGMAVER. Galerie Lamour Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44).

BIÈVRES. Les Glaces de la photographie. Musée français de la photographie, 78, rue de Paris (49-41-83-60).

DALL. Sculptures. Galerie Patricia Triguera, 16 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01).

RAYMOND HAINS. Galerie Raymond Hains, 56, rue de Valenciennes (42-77-16-77).

ALEXANDRE HOLLAN. Galerie Naam Steen, 26, rue de Châteauneuf (48-04-78-64).

Advertisement for 'Rox et Rouky' featuring a cartoon illustration of a dog and a cat. Text includes 'UN CLASSIQUE DE Walt Disney' and 'ACTUELLEMENT'.

Continuation of the exhibition listings from the previous page, including names of galleries and artists.

Vertical advertisement on the right edge of the page, partially cut off, with the word 'ACTUELLEMENT' visible.

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX
(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)
QUANT AU DIABLE, N'EN PARLONS PAS. Lucarne Forum (45-44-57-34). Théâtre noir (dim.) 20 h (21).

Les autres salles
ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (42-06-77-71). O Avanti : 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h 30.
ARCANÉ (43-35-19-70). O Baudelaire : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar.

CHATEAU CHAUFFÉ (CIRQUE ARCHAÛS) (43-67-56-36). O Le Champ-tan de cordes : 20 h 30. Rel. dim., lun.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le violon du temps qui passe : 14 h 30 et 18 h, sam., dim. 15 h 30, ven., mar. 20 h 45.
CIRQUE D'HYVER (48-78-75-00). Assésis : 14 h et 17 h 30, sam., dim. 14 h et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h. Rel. lun., jeu.

EUJURE (48-74-42-52). O Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir.
OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). O Orphée aux enfers : 20 h.
PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). O La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 15 h et 20 h 30 (Jeu., ven., sam., mar.), dim. 16 h. Rel. lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Théâtre. O D'Artagnan : 20 h 30, sam., dim. 15 h. Rel. dim. soir.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-56-43-40). Grand Théâtre. O La Nuit des chasseurs : 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. O Le Retour au désert Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir.

Opéra
OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71). O Orphée aux enfers : jusqu'au 1er janvier, 20 h mer., 19 h 30 jeu., ven., sam., lun., mar. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Marillat. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Polyakov. Avec G. Raphaelan, M. Hamel, T. Drah, G. Friedmann. 3 h 30.

Opéra
OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71). O Orphée aux enfers : jusqu'au 1er janvier, 20 h mer., 19 h 30 jeu., ven., sam., lun., mar. Opéra de Jacques Offenbach. Mise en scène Jean-Louis Marillat. Dir. mus. Alain Lombard. Chor. E. Polyakov. Avec G. Raphaelan, M. Hamel, T. Drah, G. Friedmann. 3 h 30.

"APRES 1h36 mn DE BONHEUR, VOUS REPRENDREZ LA FILE D'ATTENTE POUR SAVOURER LE FILM UNE DEUXIEME FOIS"
L'EXPRESS
Qui veut la peau de ROGER RABBIT
UN FILM DE ROBERT ZEMECKIS

DOLBY STEREO dans les salles équipées.
PARIS : VO : PATHE MARGNAN - GEORGE V - FORUM LES HALLES - VF : PARAMOUNT OPERA - MONT-PARNASSE PATHE - PARNASSIENS - CLICHY PATHE - CONVENTION ST-CHARLES - FAUVETTE - GAUMONT ALESIA
PÉPÉRIÈRE : VERSAILLES CYRANO - THIAS PATHE BELLE ÉPINE - LA DÉFENSE 4 TEMPS - VINCENNES 3 VINCENNES - SARCELLES FLAMADES - SEVRAN DALTON - VRY CHATELON CALYPSO - LISLE-ADAM CORTI - DRAVEL ORANGERIE
BILL MURRAY
FANTOMES EN TÊTE

هكذا من الأصل

Y'a de la joie



*Charles
Vu
par Treno!*

Europe 1
est fier et heureux,
Monsieur Treno,
d'avoir parrainé
votre spectacle
pour votre retour à Paris.
Bravo,
pour votre merveilleuse pêche.

Au théâtre du Châtelet avec la Fondation Société Générale pour la musique,
jusqu'au 31 décembre. Location tél.: 40 28 40 28.

EUROPE 1
C'est la pêche.

roit.
Or
nit
: le
mo-
pe-
eurs
: de
rme
née
s et
sys-
cité
en
arti-
jon.
son
aux
des
fait
né-
ges-

avec
lale-
pec-
tion
par
un
eurs
: six
rant
'hul
ins-
ers,
nis,
i de
: six
qui
: au
pec-
our
ions
: la
ne
r le
mu-
e le
né-
dés
ion
ent

pro-
que
itre,
insi
pec-
ont
tion
spo-
aux
non
nos-
t de
ces
eux
t de

هكذا من الأصل

Communication

M. Jean-Claude Michaud déplore la « politisation excessive » de RFO

C'est un bilan sans nuances de ses deux ans à la tête de la radio-télévision publique d'outre-mer qu'a dressé mardi 20 décembre M. Jean-Claude Michaud, PDG de RFO. Nommé par la CNCL en 1986, ce proche du RPR trouvait « des réseaux de diffusion incomplets », « une situation immobilière précaire », « un statut du personnel inadéquat », « des budgets insuffisants », bref « un avenir incertain » face aux débuts de l'audiovisuel privé outre-mer. Deux ans plus tard, M. Michaud se prévaut de progrès dans quasiment tous les domaines.

Extension des réseaux, ouverture de la télévision à Mayotte et à Wallis, budget d'investissement triplé en trois ans, sont pour lui autant de signes d'une « gestion rigoureuse ». Une meilleure cohérence de la programmation, avec, en radio comme en télévision, un premier compte des objectifs nécessaires de décentralisation. Quant au développement international que M. Michaud fixe comme un des objectifs de RFO, grâce notamment à l'AITV (Agence internationale de télévision), il a tendance à stagner depuis 1986.

En réalité, le problème de RFO n'est ni nouveau ni simple. Entre des stations régionales très autonomes — mais alors à la merci des pouvoirs locaux — ou une direction centralisée à des milliers de kilomètres, le balancier n'a pas encore trouvé de position stable. Et les alternatives politiques renforcent le rôle de « funambule » du PDG. A quelques semaines de la mise en place du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le bilan de M. Michaud ressemble fort à un testament.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Seule ombre à ce tableau : « La politisation excessive » de la société, due, selon M. Michaud, à sa situation de monopole et à l'« intérêt excessif du personnel politique d'outre-mer pour RFO ». Une politisation qui a valu à RFO de nombreux rappels à l'ordre de la CNCL pour manquement au pluralisme. Pour le reste, le PDG se veut optimiste et répond aux rumeurs de démission qu'il ne voit « aucune raison de partir » avant la fin de son mandat, en décembre 1989.

D'autres observateurs ont une vision plus critique de RFO et des deux ans de mandat de

M. Michaud. Dans un rapport établi par un des principaux cadres de la maison, on parle ainsi de « société en état de non-fonctionnement », aux « perspectives nulles », au « développement technique anarchique ». Les syndicats, embardés par le résultat de l'élection présidentielle, refusent depuis juin dernier de siéger dans un comité central d'entreprise aux côtés d'un PDG « qui a failli à sa mission » et dont ils ont déjà demandé le départ (*Le Monde* du 9 juillet).

Le balancier

Enfin, le conseil d'administration de RFO n'a pas adopté le projet de budget pour 1989 de M. Michaud. Il demande des précisions pour sa prochaine réunion de janvier, et notamment des hypothèses tenant compte des objectifs nécessaires de décentralisation. Quant au développement international que M. Michaud fixe comme un des objectifs de RFO, grâce notamment à l'AITV (Agence internationale de télévision), il a tendance à stagner depuis 1986.

En réalité, le problème de RFO n'est ni nouveau ni simple. Entre des stations régionales très autonomes — mais alors à la merci des pouvoirs locaux — ou une direction centralisée à des milliers de kilomètres, le balancier n'a pas encore trouvé de position stable. Et les alternatives politiques renforcent le rôle de « funambule » du PDG. A quelques semaines de la mise en place du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le bilan de M. Michaud ressemble fort à un testament.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous

Code ASSUR

36.15 LEMONDE

M. Ambroise Roux préparerait un rapprochement entre la Générale occidentale et la Compagnie générale des eaux

A la Compagnie générale d'électricité, le président, M. Pierre Suard, affirme qu'« aucun dossier ne lui a été soumis ». A la Compagnie générale des eaux, on qualifie l'affaire de « simple rumeur ». Pourtant, malgré ces dénégations, les milieux boursiers et les professionnels de la communication continuent de croire à un futur rapprochement entre la Générale occidentale, filiale à 41 % de la CGE, et la Compagnie générale des eaux.

Les titres des deux sociétés sont activement traités depuis trois semaines au palais Bruguier, et on évoque aujourd'hui un scénario précis : la Générale des eaux deviendrait le premier actionnaire de la Générale occidentale. Cette dernière regrouperait les activités des deux sociétés dans le secteur de la communication.

L'hypothèse est séduisante à plus d'un titre. Les deux groupes ont en effet des activités complémentaires. La Générale occidentale gère l'Express et le groupe Média (Biba, Enfants Magazine, etc.). Elle est surtout, depuis février, associée à 50 % dans le Groupe de la Cité, deuxième éditeur français (Larousse, Nathan, Bordas, Presses de la Cité, Franco-Loirs). Son président, M. Ambroise Roux, rêve de bâtir un empire de la communication mais ne possède aucun intérêt dans l'audiovisuel. A l'inverse, la Compagnie générale des eaux a multiplié depuis 1983 les investissements dans le secteur de l'image. Actionnaire à 21 % de Canal Plus,

elle gère dix-sept réseaux câblés, lance des chaînes thématiques, possède 20 % de la compagnie cinématographique UGC et s'intéresse aux catalogues de films (UGC DA, Robur DA).

Un trésor de guerre

La réunion de ces deux piles présente d'un poids considérable sur le marché. D'autant que la société d'Ambroise Roux, qui a vendu ses actifs aux Etats-Unis (Grant Union), détient un trésor de guerre d'environ 4 à 5 milliards de francs prêt à l'investir. Mais d'autres rumeurs, moins avouables, plaident pour le mariage. Le PDG de la Compagnie générale des eaux, M. Guy Dejouany, ne serait pas fâché de prendre ses distances avec son principal partenaire audiovisuel, M. André Rousselle, président de Canal Plus.

Entre les deux hommes, le courant ne passe plus depuis plusieurs mois. Le responsable de la chaîne payante s'irrite de voir la Générale des eaux multiplier les prises de participation, spéculer sur le marché du film sans tenir compte des intérêts de Canal Plus. M. Dejouany voit sans plaisir M. Rousselle s'intéresser au câble. Second actionnaire de Canal Plus, très minoritaire (2 % dans le capital d'Evivas), il n'est pas en mesure d'imposer ses vues. Une alliance avec la Générale occidentale pourrait lui donner les moyens d'une stratégie autonome.

M. Ambroise Roux, pour sa part, doit régler un autre problème. Les statuts de la CGE et de ses filiales fixent l'âge de la retraite à soixante-huit ans. Or le PDG de la Générale occidentale atteindra la limite fatidique en juin prochain. Il a demandé à M. Pierre Suard de modifier les statuts, mais ce dernier ne semble guère disposé à accorder ce privilège à l'homme qui a occupé son fauteuil de 1970 à 1982 et a marqué de son empreinte la CGE. S'il veut conserver la Générale occidentale, M. Ambroise Roux doit donc sortir sa société de l'orbite de la CGE.

M. Dejouany peut lui rendre ce service. Les deux hommes sont de la même génération, appartiennent au même corps, les Ponts et Chaussées,

et ont déjà éprouvé leur solidarité. En 1981, la Compagnie générale des eaux, menacée d'OPA, voit voler à son secours M. Roux à la tête d'un « syndicat de défense » composé de la CGE, du CCF et du groupe Rivaud. Reconnaisant, M. Dejouany fait entrer M. Ambroise Roux à son conseil d'administration. En 1986, c'est au tour de M. Dejouany de trouver un fauteuil d'administrateur de la CGE grâce aux bons soins de son ami.

Reste que le rapprochement entre la Générale occidentale et la Compagnie générale des eaux, s'il se confirme, dépend du bon vouloir de M. Suard, PDG en titre de la CGE. Mais ce dernier serait-il si fâché de voir M. Ambroise Roux prendre le large en évitant l'épreuve d'une mise à la retraite ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Mort de Sacha Simon ancien reporter au « Figaro »

Nous apprenons la mort, lundi 19 décembre dans le village d'Indre-et-Loire où il s'était retiré, de Sacha Simon, ancien grand reporter au Figaro. Il était âgé de quatre-vingts ans.

[Sacha Simon avait commencé sa carrière de journaliste dans divers journaux de province, et « converti » notamment le proche des crématoires de guerre nazis à Nuremberg. Il devait être exécuté, pendant près de dix ans à partir des années 60, le correspondant du Figaro à Moscou. Né de parents russes et parlant russe, Sacha Simon avait décrit avec trépidation la vie quotidienne à Moscou dans *Chans Soviétiques* (Robert Laffont) et avec ironie ses retrouvailles avec son village natal dans *Donchik de son enfance* (Stock). Ses confrères gardent le souvenir d'un ami chaleureux, plein d'humour, amusé la vie et les hommes. — M. T.]

EXCLUSIF!

BRESIL

5990F

Avion Aller/Retour
+ 8 nuits hôtel 5 étoiles
avec petit déjeuner Brésilien

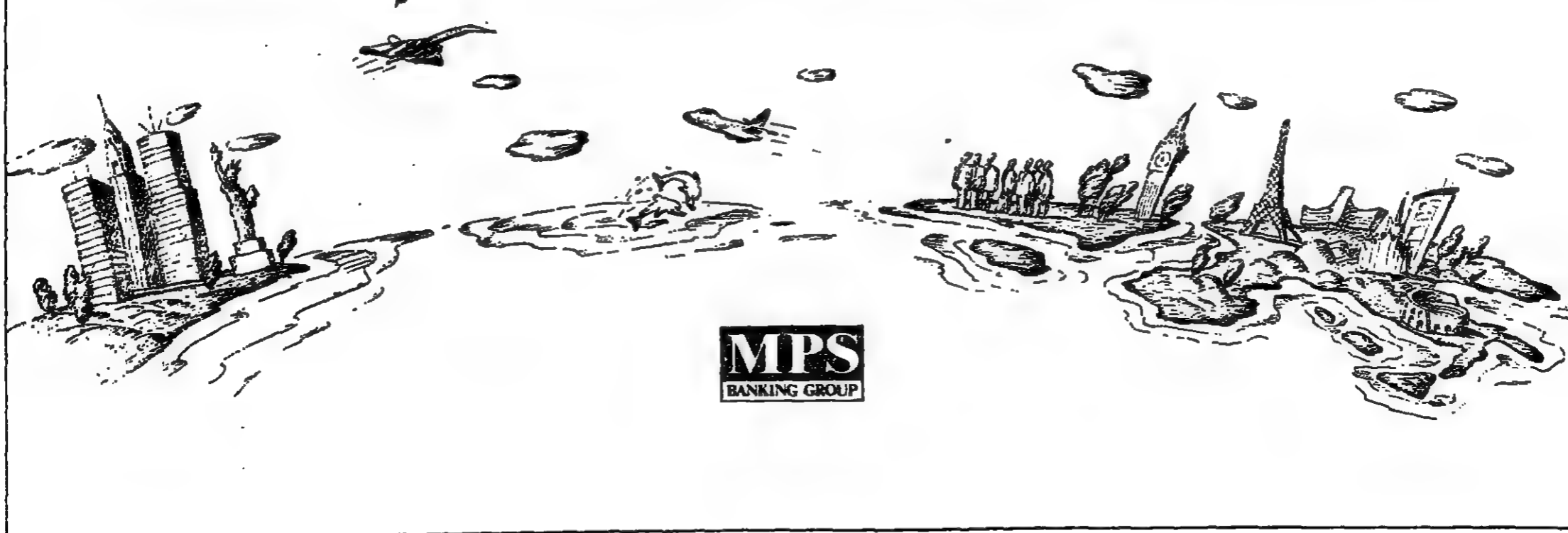
Au départ de Paris tous les Jedis à partir du 2 Février

EL CONDOR

28, rue Delambre 75014 PARIS Tél : 43.30.90.48
78, avenue des Ternes 75017 PARIS Tél : 45.74.46.13
et dans toutes les agences de voyage.

L'Europe de demain compte déjà un Groupe Bancaire Italien.

Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo, Banca Valostano, Istituto Nazionale di Credito per il Lavoro Italiano all'Estero, et Italian International Bank - Sept banques. Un groupe. Représenté dans toute l'Italie, actif sur les principales places mondiales. Une stratégie globale en prévision du rendez-vous de 1992. La force du groupe: 16.000 employés, 796 correspondants en Italie et à l'étranger, des filiales et des bureaux de représentation à New York, Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Moscou, Singapour, Le Caire, São Paulo. Principales participations étrangères dans la Banque du Sud, la United Bank for Africa, l'Internationale Bank für Rausenhandel. Fin 1987, le volume global des activités financières du groupe dépassait 100.000 milliards de lires ■



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde
INTERNATIONAL

Le Monde
CADRES

CHEF DU DÉPARTEMENT DE LA RECHERCHE

Amnesty International cherche à pourvoir le poste de chef du Département de la recherche au Secrétariat International, à Londres. Le titulaire de ce poste dirige les travaux de 130 personnes chargées de la recherche et des questions juridiques. Il est responsable du maintien de la qualité et de l'impartialité de l'information et des documents publiés par Amnesty International, ainsi que des démarches entreprises auprès des gouvernements. Il donne son avis sur la formulation des politiques et est responsable de leur application une fois qu'elles sont adoptées. Il est chargé de la planification dans le contexte des priorités mondiales et régionales du programme par pays et des actions menées en collaboration avec les organisations intergouvernementales.

Le candidat(e) doit être doué(e) d'un bon jugement politique et posséder l'expérience de la collecte d'informations et de leur évaluation, et de contrôle du travail de collègues. Il (elle) doit maîtriser parfaitement l'anglais et avoir une bonne connaissance pratique du français ou de l'espagnol. Il (elle) doit pouvoir s'exprimer avec aisance, tant oralement que par écrit, et être sensible aux impératifs du multiculturalisme.

TRAITEMENT ANNUEL DE BASE : £ 18 198
Date limite pour la réception des formulaires de candidature : 27 JANVIER 1989
Les entretiens auront lieu à la mi-février 1989
Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à :
AMNESTY INTERNATIONAL
Service du personnel, 1, Easton Street,
LONDRES WC1X 8DJ (Grande-Bretagne).
Tél. : 837-3805 (24 h/24 h).



HUMAN RIGHTS IN THE MIDDLE EAST

Amnesty International (AI) needs an Executive Assistant to work in the Middle East region of the Research Department. Executive Assistants primary responsibility is to advise and service AI's worldwide membership on human rights concerns in the Middle East. This includes recommending actions on behalf of prisoners. A background knowledge of the region, fluent Arabic and English, and the ability to type and to do own filing is essential. Knowledge of other languages of the region including Hebrew or French an asset. Candidates must be able to work in a team, often under pressure and use initiative.

SALARY: Starts at £ 12 603 per annum.
CLOSING DATE: 24 FEBRUARY 1989.
Interviews scheduled for week commencing 27 March 1989.
For further information and an application form, please contact :
Personnel Office, AMNESTY INTERNATIONAL,
International Secretariat, 1 Easton St.,
LONDON WC1X 8DJ, United Kingdom.
Tel.: (01) 837-3805.



ÉTAT DU QATAR - FORCES ARMÉES
nous recherchons

MÉCANICIEN RADAR BORD
CALCULATEUR BORD
formés sur contre mesure
électroniques aéroportés

Conditions, avantages :
a) Expérience de 3 ans minimum
b) Age limite : 45 ans
c) Parfaite maîtrise de l'Anglais écrit et oral exigée
d) Contrat initial de 3 ans
e) Salaire en fonction de la qualification et de l'expérience
f) Logement tout confort gratuit
g) Congés annuels : 45 jours payés ainsi que les billets aller/retour pour le candidat, son épouse et trois de ses enfants de moins de 18 ans.
Prière d'envoyer CV complet au Bureau Militaire de
L'Ambassade du Qatar
57, quai d'Orsay, 75007 Paris
Tél. 45.51.90.71 de 9 h à 15 h

Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Bundesallee 22, D-1000 BERLIN 31. Tél. : 49-30-884-12-146. Téléfax 49-30-884 12 222), créé en 1975 par les Communautés européennes, cherche pour son siège à Berlin :

Emploi 4312/47 : un Expert en formation professionnelle (H./F.) pour les projets « correspondance des qualifications de formation professionnelle » et « répertoire des qualifications » ainsi que « développement régional et formation professionnelle ».

La préférence sera accordée aux candidats ayant participé avec succès à un concours organisé par une des institutions des Communautés européennes.

Le texte des appels de candidature et le formulaire « Acte de candidature » peuvent être demandés au responsable de l'administration du centre. Date limite pour le dépôt des candidatures : 30 janvier 1989.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

NBC HANDELSBLAD LE SOIR Le Monde Süddeutsche Zeitung

Chaque semaine, un grand emploi exceptionnel avec de nos plus grands quotidiens européens pour la meilleure opportunité des affaires des idées.

ENSEMBLE NOUS CONSTRUISONS UNE EUROPE COMPÉTITIVE ET PERFORMANTE L'EUROPE DES TALENTS

FORNITURA DELLA STRA EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT

A PARTIR DU 1^{er} JANVIER 1989

chef de projet
INFORMATIQUE DE GESTION PROCHE BANLIEUE OUEST

Nous sommes une des plus grandes sociétés chimiques européennes. Nos activités se répartissent en France sur plusieurs sites. Une récente fusion nous conduit à développer un nouveau système de gestion financière et comptable.

Au sein de notre parc (SM 36 Micro), placé sous la responsabilité du Chef de Service Informatique votre mission sera : • d'analyser les besoins des utilisateurs • de sélectionner les logiciels les mieux adaptés, • de déterminer et réaliser les développements qui en découlent.

Pour ce faire, vous avez la volonté de vous impliquer sur les projets qui vous sont confiés et de dialoguer avec souplesse et efficacité avec vos partenaires : utilisateurs internes et conseils extérieurs.

De formation supérieure, vous avez une première expérience réussie de la conduite de projets informatiques, si possible en milieu industriel. Vous pratiquez le G.A.P. et aimez travailler en équipe. Vous possédez un fort esprit d'entreprise. Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Reussissez votre mission et nous vous ferons connaître une évolution de carrière tout à fait intéressante.

Merci d'adresser CV et prétentions sous référence M18 25 à notre Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.

2, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 18
11, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



Etablissement financier
Maison de Titres
PARIS-18^e
Filiale d'un important groupe bancaire

recherche un
JEUNE DIRECTEUR COMPTABLE
Formation supérieure (Ecole supérieure de commerce + DECS) avec une première expérience réussie de 3 à 5 ans, soit un cabinet soit dans une entreprise du secteur financier.

Ecrire avec C.V., photo, lettre manuscrite sous le n° 8067,
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy,
75007 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

PROFESSEUR
méthodologie, classe 1^{er} et 2^{ème}.
34-48-88-87/87-01-04-08
07-51-05-04.

Pronoche-Yvett 06 ch. de la future directrice générale 30 ans env. - Ec. Cast. 28, de Nanouze, 19, r. Carpeaux, Paris-18^e.

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
ou
UNIVERSITAIRE
(DOCTORAT)
Age : env. 30 ans, pour développer des modules de calcul des mouvements d'air dans les bâtiments.

Une expérience en modélisation numérique est vivement souhaitée.

Adr. C.V. prêt : CSTB Service GEC, 84, av. Jean Jaurès, CHAMPS-ÉLYSÉES, 75421 Paris-8^e 06x 2.

DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E)
pour coordination et responsabilité technique auprès des adolescents, parents, équipes ainsi que gestion administrative courante.
Age min. requis : 20 ans. C.C. Entree anticipée 1988.

Adr. lettre manuscrite, + C.V. au médium directeur, Centre Études-Médical 3, Cité d'Angoulême, Paris-11^e.

HÔPITAL DE JOUR pour adolescents recherche
BIJOUX ANCIENS
et romantiques
- 20 % POUR MOI.
ALBATROS, 19, rue d'Arcole, 75004 Paris, 48-84-00-83.
PARTES PLAISIR.

Traiteur
G. COUSIN
Buffet d'apéritifs
Lunch - Dîners
à domicile ou dans l'une de nos salles.
Quartier 200 personnes
Buffet à thème
(convivialité, collectivité)
Restauration à domicile à partir de 10 personnes
Un service exceptionnel Organisation familiale
Légers dîners ou froids à votre heure
LES VIVRES
(après la soirée)
GRUY-LES-PLATRES
foire de Fromages
automobiles
ventes
de 5 à 7 C.V.

PHILATÉLIE
CONQUÊTE DE L'ESPACE
recherche pour les départements de la Seine-Saint-Denis, Seine-Saint-Denis, 448 185 F et son album, 300 F.
Docum. - Grav. LOLLINI, Ville Croissant, av. M.-de-Claire, 08000 NICE 93-91-08-88.

YACANCES
Tourisme
Loisirs
SKI DE FOND HANT JORA
3 h de Paris par T.G.V.
Vivez et laissez-vous accueillir (14 pers. max) dans ferme de XVP, confortablement équipée, chère avec s.d.b., w.c., table d'hôte, cuisine, piscine et plus de 1000 m. de ski.
Ambiance sympathique de 2.080 F à 2.890 F par pers.
45 heures de cours, pension complète + vin, matériel et matériel de ski.
T. : 011 81-22-02-81 me
Adresse : Le Croc-Agnès, 23860 MONTREUIL.

L'AGENDA

GROUPE 2
ACHÈTE
T
IMMÉ
OU

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

appartements achats

locations meublées offres

propriétés

maisons de campagne

2° arrdt
OPÉRA
15, PLACE GALLOUX
170 000 F.

3° arrdt
MARAIS GRAND DUPLEX
80 m², cuisine équipée, salle de bains...

5° arrdt
GOBELINS
Bel imm., 3 p., 2 salles, 3 PCES...

6° arrdt
MONGE
Dans imm., p. de t., stand, 2/3 cuis., 12 ch., 1700 000 F.

FLEURUS
Spécialité five cinque
12, r. N.-O. - Champs Elysées

7° arrdt
MARAIS GRAND DUPLEX
80 m², cuisine équipée, salle de bains...

10° arrdt
LOUIS-BLANC
4 p., 100 m² balcon, imm. récent, aldg...

12° arrdt
REUILLY
4 p., 100 m², balcon, bar, 1700 000 F.

PTE DORÉE
65 p., 100 m², vue sur le boulevard...

14° arrdt
ALÉSIA
Bel imm., 3 p., 2 salles, 3 PCES...

15° arrdt
PTE DE VERSAILLES
4 p., 110 m², balcon, rénové...

16° arrdt
M. ÉGLISE AUTEUIL
Imm. réno., 3 p., 2 salles, sur jardin...

PORTE DE ST-CLOUD
Appet 50 m² de t., 120 000 F.

17° arrdt
NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE CLIENTÈLE TOUS APPARTS HAUT DE GAMME WAGRAM

18° arrdt
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
2 p., 47 m², ch., 96 m², vue sur le jardin...

20° arrdt
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
2 p., 47 m², ch., 96 m², vue sur le jardin...

SAINTE-OPÉLIE
60 p., 100 m², vue sur le boulevard...

BOULOGNE
3 p., 85 m², imm. de grand confort...

BOULOGNE EXCEPT
4 p., 85 m², imm. de grand confort...

SAINT-MANDE
2/3 p., 78 m² de t., vue sur le jardin...

CABINET IMMOBILIER RIVE GAUCHE
RECHERCHE BELLES APPARTS POUR INVESTISSEMENTS

BOULOGNE
2 p., 65 m², imm. de grand confort...

BOULOGNE
2 p., 65 m², imm. de grand confort...

BOULOGNE
2 p., 65 m², imm. de grand confort...

Paris
MAISON 8 PIÈCES, 545 m², 1100 000 F.

Paris
MAISON 8 PIÈCES, 545 m², 1100 000 F.

Paris
MAISON 8 PIÈCES, 545 m², 1100 000 F.

Paris
MAISON 8 PIÈCES, 545 m², 1100 000 F.

Seine-et-Marne
5 km St-Alphen/Cher, part. vd maison, centre bourg...

Seine-et-Marne
5 km St-Alphen/Cher, part. vd maison, centre bourg...

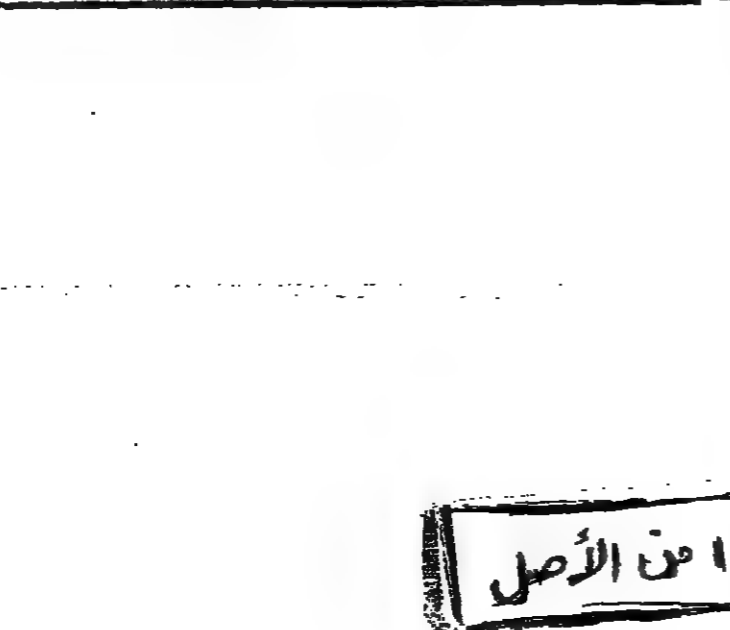
Seine-et-Marne
5 km St-Alphen/Cher, part. vd maison, centre bourg...

Seine-et-Marne
5 km St-Alphen/Cher, part. vd maison, centre bourg...

GROUPES ZAUBERMAN
ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS
paiement comptant
PROMOVIM
3, rue Etienne-Marcel
75001 PARIS
Tél : 42-36-68-28

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
15 maisons de grand luxe à deux pas du golf de St-Nom-la-Bretèche
Dans un site remarquable, des murs, Les Nouveaux Constructeurs réalisent 15 superbes maisons à l'architecture exceptionnelle.

MAISON 8 PIÈCES, 545 m², 1100 000 F.
VERNEUIL (78)
VERNEUIL (78)
VERNEUIL (78)



مركزنا من الأصل

villas
Ile-Saint-Exupéry (84), bord de mer, villa F.8, prop.

75 KM NLE 12
Fermette à aménager, toutes pièces, 300 m²...

VALLEE D'EUROE
Ces fermes de pl.-pied, eau, 30 m², 3 p., 500 000 F.

OPÉRA
15, PLACE GALLOUX
170 000 F.

SIEGE SOCIAL
DIRECTION DES AFFAIRES
15, PLACE GALLOUX

CIDES
DES ADR. DE PRESTIGE POUR VOTRE SIEGE, OU VOTRE ANTEME A PARIS

viagers
F. CRUZ, 42-66-19-00
S.R. LA BOSTIE, PARIS-9

boxe - parking
RER FONTENAY
Bel imm., 13 p., 1900 000 F.

SOMMAIRE

Les taux d'intérêt à court terme dépassent les taux à long terme... La forte croissance économique que le monde a

connue en 1988, du fait notamment d'une reprise générale de l'investissement... L'INSEE, de son

côté, prévoit pour la France une poursuite de la croissance pour le premier semestre (lire ci-dessous)... Avec l'achat d'une filiale du groupe turc Koc, DMAC accélère son internationalisation (lire page 27).

Une déclaration de M. Bush
Les Etats-Unis sont prêts à revoir leur stratégie sur la dette du tiers-monde

Prenent le relais de la plupart des pays industriels, les Etats-Unis semblent prêts, à leur tour, à envisager une nouvelle stratégie de la dette... D'ores et déjà, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a commencé à étudier les moyens de répondre à ces objectifs.

Les « perspectives » pour 1989
Après une année exceptionnelle l'OCDE s'inquiète des pressions inflationnistes

La croissance économique - 4% en 1988 et sans doute 3,25% l'an prochain - devrait conduire les pays industriels, et particulièrement les Etats-Unis, à redoubler de vigilance...

7,5% en moyenne, touchant 4,5 millions de personnes de moins qu'en 1983, son point culminant... Les Etats-Unis ont largement participé à ce dynamisme général...

tion est bel et bien révolue. La reprise des cotés des matières premières, le vive consommation des ménages et des taux d'utilisation des capacités de production à leur plus haut niveau depuis 1979...

denis allemands ou japonais s'est ralentie. Les auteurs du rapport voient mal comment les Etats-Unis parviendront à ramener sous la barre des 100 milliards de dollars leur déficit de la balance des paiements courants en l'absence d'une sérieuse reprise en main de l'économie.

Résumé des prévisions

Table with columns for years (1987, 1988, 1989, 1990) and rows for various economic indicators like PNB EN VOLUME, INFLATION, BALANCE DES OPERATIONS COURANTES, CHOMAGE.

Selon l'INSEE

L'expansion en France devrait continuer au premier semestre 1989 à un rythme à peine ralenti

La conjoncture française aura été brillante tout au long de 1988, et les prévisions réalisées par l'INSEE pour le premier semestre de 1989 laissent présager la poursuite de cette tendance à un rythme un peu ralenti.

Alors qu'une baisse de l'activité avait été redoutée pour 1988, la note de conjoncture rendue publique par l'INSEE le 21 décembre estime que, après une croissance de 3,5% en 1988 - la plus élevée depuis 1976 - le produit intérieur brut (PIB) continuera de progresser au cours des premiers mois de 1989...

Deux explications à la poursuite de cette tendance favorable : la poussée des investissements et le dynamisme des exportations françaises. Une conséquence probable : la baisse du taux de chômage en 1989 au-dessous de la barre symbolique des 10%.

Profitant d'une demande soutenue, et d'une évolution modérée des cotés de production, la production industrielle devrait poursuivre au cours du premier semestre de 1989 une croissance semblable à celle des six derniers mois de 1988, soit 1,9% en glissement. Cette performance est inférieure à celle du premier semestre de 1988 (+2,8% soit +5,6% en rythme annuel), période pendant laquelle les entreprises avaient bénéficié de conditions climatiques favorables et d'un nombre très élevé de jours ouvrables.

avant de s'effondrer à 0,8% au cours des trois mois suivants. L'INSEE note que « la persistance d'une activité soutenue entretient, au moins à court terme, la demande de facteurs de production par les entreprises ». Les investissements ont poursuivi leur forte hausse entamée au printemps 1987...

Sur l'emploi, l'analyse de l'INSEE est également portuese de bonnes nouvelles : le rythme des créations s'accroît et au premier semestre 1989, cent soixante-dix-neuf mille emplois environ avaient été créés. Alors que l'emploi salarié avait augmenté de 0,5% (soixante-huit mille) en 1987, sa croissance atteindra 1,3% en 1988 sans, précise l'INSEE, que ce mouvement soit imputable aux stades d'insertion à la vie professionnelle (SIVP).

En raison notamment des mesures de financement de la Sécurité sociale qui interviendront en début d'année (cotisation vieillesse reléve) et en mai (prêt-emploi de 0,4%), l'augmentation de la masse salariale (résultant principalement de la hausse des effectifs, plus que de l'augmentation des

salaires qui reste régulière à 0,8-0,9% par trimestre) n'aura pas d'effet positif sur le revenu disponible des ménages. La progression de celui-ci devrait s'effondrer pour revenir à 1,3% en glissement au cours du premier semestre de 1989, après +2,3% au cours du premier semestre 1988 et +2,1% au cours du second. Le pouvoir d'achat restera donc quasi stagnant au début de l'année prochaine - après avoir augmenté régulièrement cette année - ce qui se répercutera avec un certain délai sur la consommation. Celle-ci devrait tout de même augmenter de 1% au premier semestre 1989.

Après avoir progressé de 0,6% et de 0,8% aux premier et deuxième semestres de 1988 (mais de 2,2% en moyenne sur l'ensemble de l'année), le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages ne devrait plus augmenter

L'effet de l'investissement

Dans ses perspectives économiques bi-annuelles publiées mardi 20 décembre, l'OCDE souligne - comme l'INSEE - l'accélération de la croissance française depuis 1987, qu'elle estime à 3,5% en 1988, prévoyant 3% pour 1989. De même que l'INSEE, l'Organisation de coopération et de développement économique note le fort accroissement de l'investissement productif en France qui pourrait revenir graduellement à un rythme moins rapide.

de 0,1% au cours des six premiers mois de 1989. Du côté des prix, industriels et consommateurs devraient offrir une hausse modérée. Et si l'INSEE reconnaît que l'on a touché le fond de la désinflation, elle ne s'inquiète pas d'un dérapage des prix. Les entreprises bénéficient d'une baisse des cotés salariaux unitaires et du plafonnement du prix des matières premières depuis l'été.

Malgré ce tableau très encourageant dressé en cette fin d'année 1988, les économistes de l'INSEE ne manquent pas de souligner plusieurs points noirs : outre la quasi-stagnation du revenu disponible, les résultats commerciaux de la France demeurent préoccupants. Les effets de la forte augmentation des exportations (+2,9% au deuxième semestre 1988 et +3,1% au premier de 1989) rendue possible par une demande étrangère soutenue sont annulés par une hausse plus rapide encore des importations (+5% au deuxième semestre et vraisemblablement +3,2% au premier semestre 1989). En conséquence, malgré l'arrêt du mouvement de perte des parts de marché de la France, le déficit de la balance commerciale devrait rester pratiquement inchangé en 1988 par rapport à l'année précédente, soit environ 30 milliards de francs.

A en juger par la note de conjoncture de l'INSEE, la forte croissance de l'économie française aura été beaucoup plus qu'un feu de paille à cause notamment de la forte reprise des investissements. Reste à savoir, note l'INSEE, quand viendra le ralentissement qui dépendra sans doute de l'évolution des prix pétroliers, de celle des taux d'intérêt, et de la poursuite de la confiance des investisseurs.

REPÈRES

Bâtiment

10 000 emplois supplémentaires

En octobre, l'activité dans les entreprises du bâtiment (selon le nombre d'heures travaillées) enregistrait une progression de 3,5% par rapport aux 10 premiers mois de 1987 (+1,6% après correction des variations saisonnières). Selon la Fédération nationale du bâtiment (FNB), l'indice d'emploi s'établit à +0,6%, soit une création nette de 10 000 emplois depuis le début de l'année.

Etats-Unis

Léger tassement de la croissance au troisième trimestre...

Reflet de la sécheresse qui a sévi sur les Etats-Unis l'été dernier, le produit national brut a augmenté de 2,5% en rythme annuel durant le troisième trimestre, son niveau le moins élevé depuis près de deux ans, annonce, mardi 20 décembre, le département du commerce. Cette hausse intervient après une augmentation du PNB de 3,4% au premier trimestre et de 3% au deuxième. Si l'on exclut l'effet sécheresse, la tendance fondamentale de l'activité économique reste très vigoureuse, 3% en rythme annuel durant la période juillet-septembre...

2,5% en rythme annuel

dans le troisième trimestre, son niveau le moins élevé depuis près de deux ans, annonce, mardi 20 décembre, le département du commerce. Cette hausse intervient après une augmentation du PNB de 3,4% au premier trimestre et de 3% au deuxième. Si l'on exclut l'effet sécheresse, la tendance fondamentale de l'activité économique reste très vigoureuse, 3% en rythme annuel durant la période juillet-septembre...

... et de l'inflation en novembre

Les prix à la consommation ont progressé de 0,3% en novembre, aux Etats-Unis contre 0,4% en octobre et 0,3% en septembre, annonce, mardi 20 décembre, le département du travail. Cette hausse est légèrement inférieure aux prévisions des analystes et porte l'inflation à 4,4% en rythme annuel durant les onze premiers mois de l'année contre 4,6% un an auparavant.

Publicité for Groupe Chimique Tunisien. Text: 'INSTALLATION DE MISE EN TERRIL DU PHOSPHOGYPSE'...

Advertisement for IEMI Institute Européen de Management International. Text: '2e SESSION RETRENT FEVRIER 89 Cycle accéléré aux étudiants de 1er et 2e cycle...'...

Handwritten note: 'مكتبة من الأصل'

هكذا من الأصل

Économie

L'État et les siens
Le mal-être des postiers

L'automne social aura été marqué par une succession de conflits mettant en cause la manière dont l'État gère les personnels qui — directement ou indirectement — dépendent de lui. Le malaise des agents de l'État est multifforme. Après avoir enquêté sur les transports (le Monde du 21 décembre), nous analysons la situation des postiers.

Seize heures, samedi. Le bureau de poste de la rue du Louvre, l'un des rares de la capitale, avec ceux des Champs-Élysées et de la tour Eiffel, à ne pas être fermé le week-end, est noir de monde. Soixante-dix personnes, des immigrés pour la plupart, font la queue devant les trois guichets (sur quinze) ouverts au rez-de-chaussée. À 20 heures, ils sont encore une bonne quarantaine à attendre devant les deux guichets disponibles. Quinze jours plus tôt, il était inutile d'espérer envoyer une lettre recommandée le samedi à 16 h 30 ! Il y avait encore plus de monde.

Quinze heures trente, en ce mois de décembre. Il ne fait pas encore froid. Heureusement pour les agents qui « tirent la voile » (les sacs) au centre de tri de cette grande gare parisienne, car l'appareil qui pourrait théoriquement réchauffer l'atmosphère sur le quai ne marche pas. Depuis des années. Mais qu'on se rassure : l'administration offre à ses agents du transbordement une boisson chaude gratuite par brigade lorsque le mercure du thermomètre descend en dessous de zéro !

Dans la salle où les célèbres « camion jaunes » sont déchargés, les

postiers sont mieux protégés du froid. Le problème, c'est que, lors du « coup de feu » de la fin d'après-midi, on n'y respire plus ! Pourtant, ici, à la différence des quais de gare de la SNCF, le décor n'est pas désespérant de laideur. À condition de s'habituer à l'horizon bouché par les sacs couleur de bleu qu'égayent parfois les touches de bleu des sacs de courrier international. Ils sont plus beaux mais ils sont aussi souvent plus lourds (de 5 kilos) que les sacs ordinaires dont le poids est théoriquement plafonné à 25 kilos. « 25 kilos ! Vous vous rendez compte, quand c'est une femme de 50 kilos qui soulève ça ! », s'exclame un syndicaliste. Dans sa vacation, le soir, elles représentent le quart des effectifs, soit une dizaine de personnes sur quarante à emprunter les transports en commun une fois leur vacation terminée, vers 23 h 45... pour la banlieue, évidemment. Ce n'est pas avec ce qu'elles gagnent que ces femmes peuvent espérer habiter Paris !

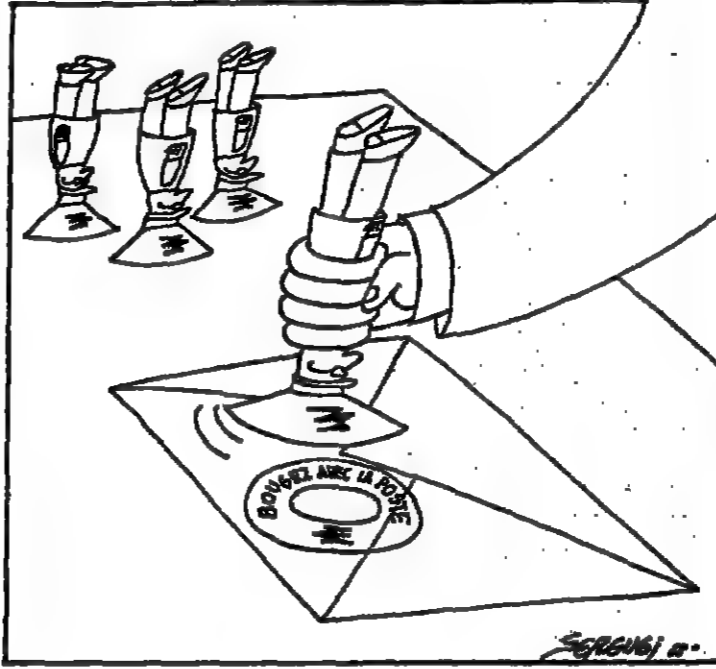
Moins de 6 000 F par mois

À la poste, il faut le savoir, un agent sur deux a gagné l'an passé moins de 6 500 francs par mois, et un sur trois, moins de 6 000 francs. Presque tout compris, c'est-à-dire en comptant le traitement net, les indemnités de résidence et la quote-part des primes afférentes aux grades. D'autres primes peuvent s'ajouter. Mais ce n'est pas réellement un pactole pour le postier de base (dont le traitement n'a rien à voir avec celui du mythique receveur de la rue du Louvre qui gagnait, murmure-on, plusieurs dizaines de milliers de francs par mois).

Ainsi, cet agent de la catégorie C (comme 63 % des postiers) (2), avec ses quinze années d'ancienneté, voit sa fiche de paye passer de 5 700 francs nets à 6 400 francs par mois grâce aux primes : pour cela, il travaille le soir, de 17 heures à 23 h 45... et touche 15 francs de plus quotidiennement pour ses heures de nuit. Ce qui lui fait le plus mal au cœur ? D'être régulièrement taxé de « nanti ». Vouloir-il, avec sa catégorie C, exercer les responsabilités d'un « bidou » (les « petits chefs » du transbordement), il toucherait royalement en plus 2,44 francs par jour ! Quant aux ambulants, qui trient le courrier dans les trains en marche, ils reçoivent des primes allant par voyage de 159,56 francs à 332,29 francs, sur lesquelles ils doivent payer leur nourriture et leur logement.

Evidemment, on vous dira que les ambulants s'organisent de manière à passer la nuit et à prendre leurs repas dans leur famille. « C'est sûrement un peu vrai, mais certainement pas pour tout le monde », commente le syndicaliste. Les médianes langues vous diront également que la productivité dans les centres de tri est loin d'être fameuse, que les pauses ont tendance à durer beaucoup plus que prévu, que, même si le travail est peu intéressant, il permet à certains d'avoir un deuxième job... Peut-être.

Le plus étonnant, dans le cas de la poste, c'est que le diagnostic social est connu depuis longtemps : en 1984 déjà, M. Jacques Chevallier, doyen de la faculté de droit et des sciences politiques et sociales d'Amiens, brossait un tableau fort sévère de la maison. Tout y était. La poste, écrivait-il, est une « immense entreprise de main-



Les salariés d'Ile-de-France, les plus « déprimés », sont nettement plus mobiles que leurs confrères de province, ce qui traduit le malaise particulièrement fort des postiers de la région parisienne, reconquis d'ailleurs par la direction générale. Or un postier sur trois travaille en Ile-de-France... Par métier, si les facteurs n'ont pas d'états d'âme, selon la direction, les centres de tri s'avèrent nettement plus turbulents que les autres corps. On le voit d'ailleurs en ce moment puisque plusieurs centres sont paralysés par des conflits « enkyclés »... Des conflits à répétition qui font passer le célèbre adage : « Ça marche comme une lettre à la poste ». « Si la revendication salariale, témoigne un postier, est totalement justifiée, elle n'est pas le seul motif d'une contestation latente. La parcelisation du travail, la répétition des tâches sans intérêt, les rapports difficiles avec un encadrement habitué à communiquer par écrit et perçu comme une hiérarchie avec toute la connotation péjorative du mot. (...) Les travailleurs de la fonction publique sont totalement dévalorisés, la responsabilité dans le privilège de celui qui est en-dessus, moins être forcément, puisqu'il est en-dessus... »

Algrès des syndicats

À ces frictions, blocages et autres grimaces, il faut ajouter une tendance à la surqualification des agents : le chômage draine vers les concours d'entrée un nombre croissant de diplômés, certains facteurs étant même parfois titulaires d'une licence. Des syndicalistes assurent que cette évolution fait monter le niveau des concours internes au détriment des agents les plus modestes, et contribue à dégrader le moral des troupes : les surplombés seraient algrés en faisant un travail qu'ils estiment dévalorisant. La direction générale de la poste relativise ce phénomène, assurant au contraire que les surplombés ne sont pas ceux qui passent le plus souvent les concours internes.

Autre déception pour beaucoup de postiers : les difficultés qu'ils rencontrent pour renouer dans leur province d'origine. Tout tourne autour de la fameuse « fiche de vote » qu'ils remplissent chaque année (ils sont 46,5 % à la faire). Mais souvent dans certaines régions riches de la gascogne, le Sud-Ouest et la Bretagne sont réputées particulièrement difficiles, les départements d'outre-mer étant franchement bouchés, alors qu'un nombre important d'agents en viennent. Élément supplémentaire d'immobilisme : certains postiers évitent de se présenter à des concours internes pour ne pas perdre leur place sur la liste d'attente de retour au pays !

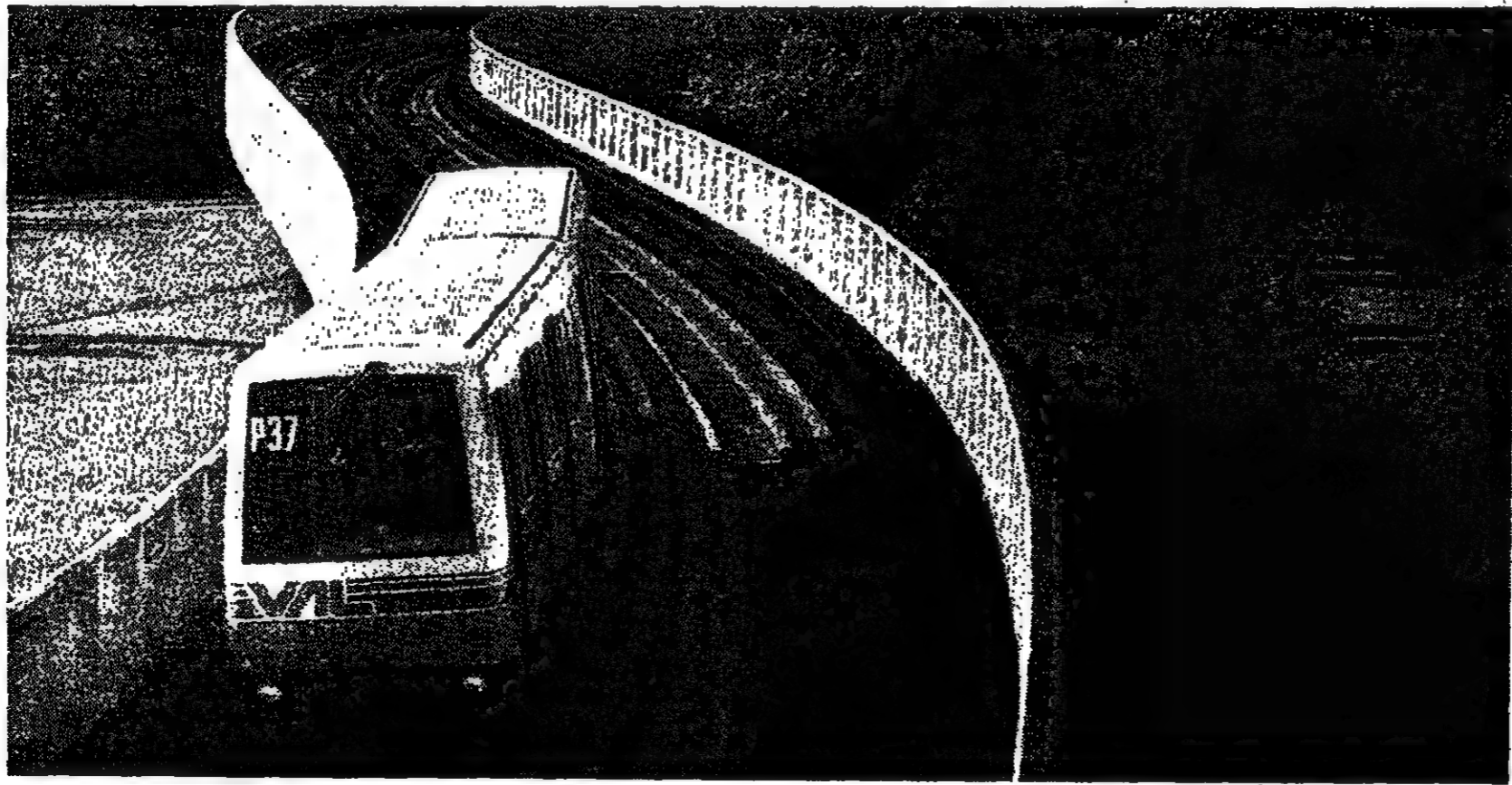
En fait, tout se passe comme si le statut de la fonction publique, même s'il est facteur de rigidité, était le seul luxe des postiers : il leur assure en tout cas la sécurité de l'emploi. Depuis 1984, une dizaine de milliers de postes ont pourtant été supprimés dont près de la moitié dans les centres de tri, qui ne remplacent pas la totalité des agents touchés par les départs naturels. Sans oublier les 900 emplois Sécurité-post, « sortis » des statistiques de la poste lors de la création de cette filiale. Y a-t-il des gains de productivité ? Cette question agace à la direction générale de la poste, où l'on cite cet ancien patron de la maison : « Sur les gains de productivité, je planse mon derrière... »

Plus sérieusement, on explique qu'il y a un déséquilibre entre les différents services. « Dans certains, on est à l'or », soutient-on. Interrogé sur les conséquences de l'introduction éventuelle d'une machine capable de lire les adresses même manuscrites (un prototype sera testé en 1990), on assure qu'aucun grand métier à l'intérieur de la maison n'est menacé. « Il n'y aura pas de révolution à la poste. Nous ne serons jamais face à une réduction importante des effectifs », déclare-t-on. Une conviction qui laisse réveur lorsqu'on réalise que le trafic du courrier sous monopole se réduit comme une peau de chagrin : il baisse de 1,5 % par an et ne représente plus que 65 % des recettes du courrier qui, elles-mêmes, n'assurent que la moitié des rentrées totales de la poste (le reste provient des services financiers). La poste est déjà plongée dans un univers concurrentiel. Avec un personnel mal dans sa peau, des grèves qui entourent son image, une organisation vieillotte face à la concurrence croissante d'énormes groupes privés internationaux, ne pêche-t-elle pas par optimisme ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

Demain : Sécurité sociale, Têre des sureffectifs par GUY HERZLICH.

(1) M. Quilès a annoncé la construction de 1 500 logements sociaux dans la capitale en trois ans.
(2) Il y a quatre catégories à la poste. La D est la plus modeste et regroupe 3,3 % des agents, viennent ensuite la C (60,9 %), la B (27,1 %) et la A (6,7 %).
(3) Les chiffres cités sont tirés du bilan social de la poste en 1987.



LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE FINANCE LE PREMIER MÉTRO LÉGER CONCEDE DE FRANCE : LE VAL DE L'AGGLOMÉRATION DE TOULOUSE

À Toulouse, aux côtés de la Caisse des dépôts et consignations, de Transcet, de Matra, de la Semvat et des investisseurs locaux, le Crédit Local de France participe à la réalisation de la ligne A du VAL, concédé par le Syndicat Mixte des Transports Collectifs de l'agglomération toulousaine.

Le Crédit Local de France est le chef de file de l'ensemble des financements par emprunt, qui représenteront près de 2,5 milliards de francs.

À Toulouse, le Crédit Local de France met ses financements d'avant-garde au service des élus, pour améliorer la vie quotidienne des habitants de l'ensemble de l'agglomération et doter cette métropole européenne d'un réseau de transports collectifs à la hauteur de ses ambitions.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE : Le banquier des ambitions locales.



CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Success...
Métro : rep...
Les fleches de...
Service...
Le Monde

Marchés financiers

BOURSE DU 21 DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 53

Main table with columns for 'VALEURS', 'Règlement mensuel', and 'VALEURS'. Includes sub-sections for 'Comptant' and 'SICAV'.

Table with columns for 'Obligations', 'Actions', 'Etrangers', and 'Hors-cote'. Includes sub-sections for 'Comptant' and 'SICAV'.

Table with columns for 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or'. Includes sub-sections for 'MARCHÉ OFFICIEL' and 'MONNAIES ET DEVISES'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

مركزنا من الأصل

